

2.908 4

NATIONS UNIES

UNITED NATIONS

ECA/HRD/TRCDUMRA/8

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Centre Multinational de Programmation
et d'Exécution de Projets pour l'Afrique
Centrale I (MULPOC de YAOUNDE)

Onzième Réunion Ordinaire du Comité des Experts

MALABO, 1 - 4 Mars 1989

19 RAPPORT DE LA TROISIEME CONFERENCE REGIONALE
SUR LA MISE EN VALEUR ET L'UTILISATION DES
RESSOURCES MINERALES EN AFRIQUE.

KAMPALA, 6-15 Juin 1988

/JB

RAPPORT DE LA TROISIEME CONFERENCE REGIONALE SUR LA
MISE EN VALEUR ET L'UTILISATION DES RESSOURCES
MINERALES EN AFRIQUE

I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique s'est tenue à Kampala (Ouganda) du 13 au 15 juin 1988.
2. La Conférence a été officiellement ouverte par Son Excellence Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président du Mouvement national de résistance (MNR).
3. Ont assisté à la Conférence les représentants des Etats membres suivants : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Guinée, Guinée Equatoriale, Libéria, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tchad, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
4. Les représentants et observateurs des institutions internationales et organismes ci-après ont également assisté à la réunion : Organisation de l'Unité Africaine (OUA), Organisation internationale du Travail (OIT), Département de l'ONU pour la coopération technique et le développement, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique du Centre et Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection.

II. ELECTION DU BUREAU

5. La Conférence a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	Ouganda
Premier Vice-Président :	Libéria
Second Vice-Président :	Ethiopie
Premier Rapporteur :	Côte d'Ivoire
Second Rapporteur :	Nigéria.

La Conférence a en outre décidé que l'allocution de S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président du Mouvement national de résistance constitue un document de travail de la Conférence.

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

5. La Conférence a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Déclarations des délégations.
5. Examen du rapport du comité technique préparatoire et des recommandations.
6. Questions diverses.
7. Adoption du rapport et des recommandations de la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.
8. Date et lieu de la prochaine Conférence régionale.
9. Clôture de la Conférence.

IV. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Ouverture de la réunion

7. Le Président de la session ministérielle de la deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, Son Excellence H. N.S. Dilamonu, Ministre d'Etat chargé des mines de la République de Zambie a ouvert la Conférence. Après avoir remercié le Gouvernement de la République de l'Ouganda d'avoir invité le secrétariat de la Commission Economique pour l'Afrique à convoquer la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique à Kampala, il a demandé à Son Excellence M. Robert K. Kitariko, Ministre chargé de la mise en valeur des ressources en eau et des ressources minérales de la République de l'Ouganda d'inviter Son Excellence Monsieur Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda et Président du Mouvement national de résistance à s'adresser à la Conférence.

8. Dans son allocution d'ouverture, S.E. H. Yoweri Kaguta Museveni a souhaité chaleureusement la bienvenue aux ministres et aux autres participants à la Conférence. Il s'est dit convaincu que la Conférence profiterait grandement aux techniciens et responsables en Ouganda et permettrait d'intensifier les efforts faits par le pays dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales.

9. Le Président a souligné que le continent africain était doté de ressources minérales abondantes et diverses bien que de vastes régions du continent n'aient pas été explorées systématiquement. Il a fait observer qu'à l'époque coloniale, les ressources minérales de l'Afrique étaient mises en valeur à l'initiative de sociétés étrangères en fonction de critères qui leur étaient propres en vue de fournir des matières premières minérales essentiellement à des industries situées à l'extérieur de la région. Seules les ressources minérales revêtant de l'intérêt pour les exploitants étrangers étaient mises en valeur. Les ressources minérales n'étaient traitées dans la région qu'en fonction des besoins des industries dans les pays consommateurs, sans qu'il soit tenu compte de la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement en Afrique et pour l'Afrique. Ce système de mise en valeur a eu pour effet, entre autres, de supprimer les initiatives de la part des Africains autochtones pour mettre en valeur des ressources minérales en vue de la consommation locale. Les ressources minérales du continent qui n'avaient pas d'intérêt pour les exploitants étrangers mais auraient pu être utilisées localement, sont demeurées inexploitées ou sous-exploitées. C'est ainsi que s'est instaurée une culture tributaire de produits importés à base de matières minérales, il en est résulté que la mise en valeur des ressources minérales, au cours de la période coloniale peu contribué au progrès économique du continent.

10. Il a déploré que malgré certains efforts déployés par des pays africains depuis l'indépendance pour accroître la contribution des matières minérales au progrès socio-économique, la région africaine n'exerce pas encore une souveraineté effective sur ses ressources minérales. Des progrès appréciables avaient été obtenus en ce qui concerne la transformation des matières premières minérales en biens de consommation, en biens intermédiaires ou en biens d'équipement. L'exportation continuelle de matières premières minérales avait privé les économies africaines d'une valeur ajoutée considérable. Les industries nationales et

régionales qui auraient approvisionné les industries de traitement, de fabrication des matières minérales et des biens d'équipement ont été étouffées dans leur développement. Les économies africaines ont ^{été} privées de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement qui auraient pu être utilisés dans d'autres secteurs du développement. De même, les pays africains ont été privés de possibilités d'emplois accrus et n'ont pu acquérir des compétences techniques. C'est ainsi que la contribution de l'industrie minière africaine au progrès économique de la région est demeurée faible.

11. Le Président a souligné que la coopération entre pays africains était nécessaire pour stimuler la contribution des minéraux au développement économique de la région. La création d'industries sidérurgiques intégrées sous-régionales et régionales pour fournir les produits dont de nombreux secteurs économiques du continent ont besoin revêtait la plus grande importance. De même la coopération en matière de mise en valeur et d'utilisation de l'énergie était nécessaire. La coopération dans le domaine de la production des agro-minéraux pour l'agro-industrie africaine était également indispensable, compte tenu des pénuries alimentaires chroniques et de l'accroissement démographique rapide dans la région. Il a mis l'accent sur la coopération entre pays africains en matière de fabrication de produits en cuivre et en aluminium pour la consommation locale sur le continent ainsi que sur la coopération dans le domaine de l'utilisation commune des installations existantes de traitement des ressources minérales ou de la création par les pays africains de nouvelles installations. Les arrangements de coopération proposés permettraient de promouvoir et d'utiliser de façon soutenue des ressources complémentaires, de mettre en commun les maigres ressources d'investissement, de mettre en place des entreprises multinationales africaines pour créer des industries utilisant des ressources minérales, de réduire les besoins de la région en matière d'investissement et d'accroître le commerce et la consommation intra-africains de produits et de services minéraux.

12. Le Président a noté que la mise en valeur des ressources minérales aurait un impact maximal sur le progrès économique et social de la région lorsque l'industrie minière du continent tiendrait de plus en plus compte des besoins de la région. Par ailleurs, il était nécessaire de transformer de plus en plus les produits des industries minières de la région en produits de consommation, en produits intermédiaires et en biens d'équipement destinés à la consommation des pays africains. Les modes de dépenses des pays africains devaient aussi de plus

en plus se fonder sur les biens et services provenant de la région.

13. Il a vivement recommandé de lier l'exploitation minière aux objectifs du développement national. Les minéraux n'étaient pas inépuisables. Ils devaient être utilisés pour des raisons stratégiques et pour acheter des biens d'équipement et assurer un transfert de technologie et non seulement pour obtenir des recettes pour l'importation de biens de consommation. Extraire des minerais du sol et ne pas les utiliser pour acquérir des ressources durables comme la technologie, équivalait à vouer la postérité à la pauvreté, ce que la génération actuelle n'avait moralement pas le droit de faire.

14. Le Président a conseillé que, pour faciliter l'application des recommandations de la Conférence, les recommandations soient largement diffusées dans les pays. Ceci, à son avis permettrait aux institutions nationales de réviser leurs politiques et méthodes de développement national afin de satisfaire les besoins sous-régionaux et régionaux. Des investisseurs potentiels (aussi bien locaux qu'étrangers) seraient encouragés à investir dans des industries multinationales africaines utilisant les matières minérales de façon à satisfaire les besoins de la région et d'autres. Le commerce intra-africain des matières premières minérales, de produits semi-finis et de produits finis serait accru. Les liaisons de transport entre Etats membres seraient améliorées pour faciliter les échanges. La collaboration entre plusieurs pays dans des domaines tels que la formation et l'échange de main-d'oeuvre, la recherche-développement et le partage des expériences en ce qui concerne les activités liées au secteur des matières minérales, serait intensifiée. Par ailleurs, la main-d'oeuvre industrielle et les universités devraient être encouragées à participer aux futures conférences, ce qui permettrait d'associer et d'intégrer les instruments pour l'exécution des politiques de développement national aux recommandations des conférences.

15. Au nom des participants, S.E.M. William Stewart, Vice-Ministre chargé du département des domaines, des mines et de l'énergie de la République du Libéria, a proposé une motion de remerciement au Président et au Gouvernement et au peuple ougandais ainsi qu'au Mouvement national de résistance pour leur hospitalité généreuse. M. Getahun Demissé, Vice-Ministre pour les mines auprès du ministère des mines et de l'énergie de l'Ethiopie, a appuyé la motion.

16. Le Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) Mr. Tchouta Moussa a remercié Son Excellence Monsieur le Président de la République de l'Ouganda d'avoir trouvé le temps de présider à l'ouverture de la réunion et d'exprimé le profond regret de M. Adebayo Adedeji de ne pouvoir assister à la Conférence, étant retenu à Addis-Abeba à la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour élaborer un rapport intérimaire urgent sur l'exécution du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. Il a indiqué combien il était impressionné par les efforts de redressement du peuple et du gouvernement ougandais sous la direction du Mouvement national de résistance. Il a aussi souhaité la bienvenue aux représentants, aux organisations internationales et aux observateurs à la Conférence et rendu hommage à son Excellence M. Robert K. Kitariko, Ministre chargé de la mise en valeur des ressources en eau et des ressources minérales pour les excellentes dispositions qu'il a prises afin que les travaux se déroulent dans une bonne atmosphère.

17. S'agissant des objectifs de la Conférence et de la situation précaire du secteur minier en Afrique depuis la réunion précédente à Lusaka (Zambie) en mars 1985, il a souligné la nécessité de changer les politiques, d'opérer des ajustements structurels, d'adopter des mesures correctrices au niveau de la production et de remettre les installations en service de façon à ce que la production minière retrouve son niveau d'antan et permette d'atteindre un degré plus grand d'autosuffisance dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales. Il importait de lancer des opérations d'exploration afin d'éviter les effets préjudiciables dus au manque d'information sur le potentiel du secteur minier en Afrique. Il a souligné les tâches et les difficultés futures, résultant du fait que les minerais naturels étaient en passe de perdre leur primauté en raison de la substitution de plus en plus grande aux importations, de la baisse des investissements et d'une coopération entre pays et sous-régionale peu développée.

18. Il s'est félicité des travaux accomplis par le Comité préparatoire technique sous la brillante présidence de M. Mboijana, comme en témoignaient le rapport du Comité préparatoire technique et le Programme d'action de Kampala soumis à l'examen des ministres responsables de la mise en valeur des ressources

minérales en Afrique. Le Secrétaire Exécutif Adjoint a finalement souhaité que la détermination de l'Afrique à surmonter les difficultés qu'elle a rencontrées dans le secteur minier ces dernières années soit récompensée bien que la voie vers des réalisations plus importantes soit ardue, longue et difficile.

Déclarations des délégations (point 4 de l'ordre du jour)

19. Le représentant de l'Angola a exposé à la Conférence la situation du secteur minier dans son pays, héritée de la période coloniale. Le domaine de la géologie et des ressources minérales était peu connu dans le pays en raison de la nature des accords de mise en valeur des ressources minérales passés entre l'Angola et les sociétés minières étrangères ainsi que du manque d'un programme d'exploration rationnelle et systématique, de la planification irrationnelle de l'exploration des gisements, qui mettait l'accent sur les seuls minerais à haute teneur et du fait que les efforts étaient axés sur le pétrole, le diamant et le fer. Les permis d'exploration à long terme accordés aux sociétés multinationales constituaient un autre facteur qui a contribué à cette situation.

20. Après l'indépendance, le Gouvernement avait mis l'accent sur le principe de l'exercice de la souveraineté sur les ressources minérales du pays et conçu une nouvelle politique minière nationale visant à créer des conditions favorables à une mise en valeur rationnelle des ressources minérales et à protéger les intérêts nationaux. Malheureusement, le secteur minier a connu un développement lent du fait de facteurs internes défavorables tels que la mauvaise gestion, le manque de compétences techniques, la difficulté à obtenir le matériel nécessaire et des facteurs extérieurs dont essentiellement les effets de la crise économique internationale sur l'économie angolaise, la chute des cours des matières premières minérales et la hausse des coûts des équipements. La guerre avait également aggravé la situation. En dépit de ces difficultés, l'Angola était disposé à coopérer avec les pays africains pour la mise en valeur des ressources minérales. La Conférence devrait donc élaborer une stratégie en vue d'une meilleure utilisation des ressources minérales de l'Afrique.

21. Le représentant de la Guinée Equatoriale a réaffirmé l'attachement de son pays au Plan d'action de Lagos et a assuré la réunion que son pays appliquerait les recommandations de la Conférence.

22. Le Vice-Ministre chargé du département des domaines, des mines et de l'énergie de la République du Libéria a souligné le rôle de catalyseur joué par la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des

ressources minérales en Afrique et la nécessité de développer les capacités locales de sorte à élargir la base des industries minières afin de relancer la consommation intérieure et le commerce dans la région. L'utilisation des ressources minérales intérieures pourrait alléger le poids de la dette africaine, ce qui permettrait de réduire les importations de biens d'équipement. Cet objectif pourrait être atteint grâce à des études approfondies, à la recherche et à transfert positif de technologie en vue de l'utilisation des matières premières locales pour la fabrication des produits finis à l'instar de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon après la seconde guerre mondiale. La constitution d'un front uni en vue de formuler les modalités d'application du Plan d'action de Lagos permettrait des réalisations plus importantes. Il y avait également lieu de mettre sur pied un Comité technique chargé de mener une étude approfondie du secteur minéral et l'organisation de réunions régionales à intervalles réduits qui profiterait largement au secteur minéral africain.

23. En conclusion, le Vice-Ministre a recommandé l'élaboration d'un programme d'action mettant l'accent sur un grand nombre de recommandations contenues dans le Programme d'action de Kampala et comportant une disposition relative à la mise en valeur des bassins fluviaux en vue de la production de l'hydro-électricité à bon marché, ainsi que des études sur les difficultés économiques, politiques et sociales entravant la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique ainsi que la création d'un centre de mise en valeur des ressources naturelles pour l'Afrique de l'Ouest, notamment les ressources minérales des Etats membres de la CEDEAO.

24. Le représentant du Nigéria a indiqué que son pays appuyait les politiques et programmes propres à assurer la mise en valeur et l'utilisation effectives des ressources minérales en Afrique. Il a informé les participants que le Nigéria mettrait un accent particulier sur la mise en valeur des minéraux industriels pour approvisionner les industries locales. Les regroupements sous-régionaux existants et les institutions régionales devraient être renforcés afin de pouvoir aider les Etats membres à appliquer les recommandations de la conférence.

25. Le chef de la délégation du Soudan a informé les participants que le Ministre de l'énergie et des mines du Soudan n'a pu participer à la troisième Conférence régionale en raison des circonstances imprévues. Il a rappelé aux participants que le Soudan était l'un des plus grands pays du continent et avait un

vaste potentiel minier reconnu dans un certain nombre de domaines. Ce potentiel minier n'était exploité que faiblement et attendait d'être mis en valeur et utilisé dans l'intérêt du peuple soudanais. A l'instar de la plupart des pays africains, le Soudan était confronté à un certain nombre de difficultés en matière de mise en valeur et l'utilisation de ses ressources minérales. Le Soudan reconnaissait l'importance de la coopération régionale et sous-régionale entre pays africains et pensait qu'elle permettrait de surmonter les difficultés et d'accroître les possibilités de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales de l'Afrique. Le Programme d'action de Kampala constituait une base rationnelle pour une coopération fructueuse entre les pays africains. Finalement il souligna qu'il avait été honoré par la clauvoyance du discours d'ouverture prononcée par Son Excellence le Président de la République d'Ouganda. Le document dans son ensemble tient lieu de guide pour la Conférence et fournit un éclairage franc et lucide sur la situation dans le secteur minier en Afrique. Il suggéra que le discours soit annexé au rapport final de la Conférence.

26. Le Vice-Ministre de l'énergie et des ressources minérales de la République Unie de Tanzanie a indiqué que depuis les conférences d'Arusha et de Lusaka tenues en 1981 et en 1985 respectivement, son pays avait mis davantage l'accent sur les levés géologiques et l'exploration des ressources minérales. Des programmes élargis de perfectionnement de la main-d'oeuvre avaient été mis en oeuvre et les politiques de mise en valeur des ressources minérales réaménagées en vue de stimuler la production et l'utilisation des ressources minérales. La coopération avec le Mozambique pour la réalisation d'études géologiques le long de leurs frontières communes était effective. En ce qui concerne les politiques de mise en valeur des ressources minérales, le pays avait adopté une politique minière qui ouvrait l'exploitation à large échelle à tous les exploitants (locaux et étrangers) et l'exploitation à petite échelle aux seuls exploitants locaux. Depuis 1987, les particuliers ou sociétés détenteurs de permis pouvaient acheter des pierres précieuses et de l'or à des prix concurrentiels, les exporter et retenir jusqu'à 75 % des recettes en devises afin de pouvoir acquérir le matériel et l'équipement d'extraction.

27. Le chef de la délégation ministérielle de l'Ouganda a souhaité la bienvenue aux ministres et à tous les participants ainsi qu'un agréable séjour à Kampala. Se référant au Plan d'action de Lagos, il a rappelé la nécessité d'une stratégie commune basée sur des mesures collectives et concertées pour l'exploitation et la consommation des ressources minérales de l'Afrique, ce qui supposait la créa-

tion d'une capacité intérieure permettant de consommer et d'utiliser la production minérale de la région. La dépendance passée à l'égard des exportations extérieures avait largement profité au marché extérieur et favorisé l'expansion des économies développées tandis que se créait une situation où l'Afrique produisait ce qu'elle ne consommait pas et consommait ce qu'elle ne produisait pas. Les efforts collectifs concertés et solidaires des Etats membres permettraient d'utiliser davantage les minéraux industriels, notamment les matériaux de construction, pour transformer le continent en un habitat meilleur et enviable. Les discussions de la réunion devraient contribuer à faire du secteur minéral, un instrument efficace de modernisation et de restructuration de l'économie de la région.

28. Le Ministre d'Etat de la Zambie a indiqué que depuis la première Conférence régionale tenue à Arusha en 1981, le secteur minier africain connaissait une conjoncture économique extérieure défavorable caractérisée par un ralentissement de la croissance dans les pays industrialisés, un protectionnisme accru, une augmentation des taux d'intérêt sur l'emprunt extérieur y compris des facilités de crédits défavorables, la réduction des investissements étrangers et la persistance de la faiblesse de la demande et des cours des matières premières d'exportation.

29. La mise en valeur des ressources minérales africaines continuait à dépendre des vieilles industries minières traditionnelles et l'utilisation locale des minéraux n'a pas connu de croissance sensible faute d'une base industrielle solide suite à la lenteur avec laquelle les pays africains acquerraient la technologie appropriée.

30. La position africaine dans le contexte du secteur minier mondial pourrait se dégrader davantage, en particulier avec les possibilités qu'offre l'exploration des ressources minérales des fonds marins qui approvisionneraient les industries des pays développés en matières premières, ce qui rendrait ceux-ci autosuffisants et non plus tributaires des minerais de l'Afrique.

31. Les Etats africains devraient relever le défi avec courage et détermination et élaborer une stratégie fiable. Il a remercié les Etats membres et le secrétariat de la CEA pour le soutien qui lui avait été apporté en sa qualité de Président de la deuxième Conférence régionale.

32. Le Vice-Ministre des mines du Zimbabwe a souligné l'importance pour la région de trouver des matières premières de remplacement pour les minéraux stratégiques que les pays occidentaux obtenaient en République sud-africaine et qui, à l'instar du Zimbabwe, pourraient être produits par les Etats membres de l'OUA si un programme d'action coordonné était appliqué à cet effet. L'utilisation de produits de substitution aux importations grâce à un enrichissement des minéraux en aval devenait de plus en plus nécessaire pour améliorer les conditions de vie en Afrique, et le poids de la dette sur l'économie de la région pourrait être mieux allégé grâce à une mise en valeur des ressources minérales ayant une valeur marchande afin d'améliorer la situation financière de la région.

Examen du rapport du Comité technique préparatoire et des recommandations (point 5 de l'ordre du jour)

33. Monsieur Saul Mboijana, Commissaire adjoint aux mines de l'Ouganda et Président du Comité technique préparatoire, a présenté aux ministres le rapport et les recommandations contenues dans le Programme d'action de Kampala. La Conférence a adopté le rapport et le Programme d'action de Kampala, après y avoir apporté les modifications proposées au cours des débats. Ils figurent comme annexes I et II.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

34. La nécessité de suivre l'application des recommandations et des dispositions prises en vue de la prochaine Conférence régionale a été soulignée. La Conférence a recommandé que les membres du bureau de la CEA cherchent des moyens d'assurer le suivi des recommandations et des dispositions prises en vue de la prochaine Conférence.

35. La Conférence reconnut que le minerai de fer était une substance stratégique qui doit faire l'objet d'un examen périodique et recommanda son inclusion dans l'ordre du jour de la quatrième Conférence régionale.

Adoption du rapport et des recommandations de la troisième Conférence régionale pour la mise en valeur de l'utilisation des ressources minérales en Afrique (point 7 de l'ordre du jour)

36. Le rapport et les recommandations émanant du Programme d'action de Kampala ont été formellement adoptés après des amendements appropriés.

Date et lieu de la prochaine Conférence régionale (point 9 de l'ordre du jour)

37. La Conférence a mis l'accent, au cours des discussions, sur la nécessité d'organiser les conférences régionales par rotation dans les sous-régions de l'Afrique afin que les participants se rendent compte des problèmes des différentes sous-régions. La Conférence a convenu du principe de la rotation et noté que la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe avait déjà accueilli la Conférence, ce qui n'était pas le cas des sous-régions de l'Afrique du Centre, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord.

38. La Conférence a accepté l'offre du Zaïre d'accueillir la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique en 1990. Le secrétariat devra consulter les autorités zaïroises quant à la date exacte.

39. La Conférence a recommandé que des ateliers et séminaires sur différents thèmes relatifs aux recommandations de la troisième Conférence régionale se tiennent au Zimbabwe et dans d'autres pays intéressés.

Clôture de la Conférence (point 9 de l'ordre du jour)

40. Au nom de tous les participants à la Conférence, Mr. William E. Starvo, Vice-Ministre auprès du Ministère des domaines des mines et de l'énergie du Libéria, introduit une motion de remerciements au Président, au Président de la session ministérielle de la Conférence, au Gouvernement, au Mouvement de résistance nationale et au peuple de l'Ouganda pour leur hospitalité et appui aux objectifs de la troisième Conférence régionale.

41. En clôturant la Conférence, le Président de la troisième Conférence régionale, au nom des membres du Bureau, a remercié les Etats membres, les organisations internationales et les observateurs représentés à la Conférence pour leurs diverses contributions qui ont rehaussé la qualité des débats. Il a également exprimé sa profonde appréciation au secrétariat de la CEA pour le travail préparatoire et sa contribution utile aux travaux de la Conférence et son engagement inébranlable à la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique. Il déclara ensuite la clôture de la Conférence.

ANNEXE I

RAPPORT DE LA REUNION DU COMITE TECHNIQUE PREPARATOIRE DE LA
TROISIEME CONFERENCE REGIONALE SUR LA MISE EN
VALEUR ET L'UTILISATION DES RESSOURCES
MINERALES EN AFRIQUE

I. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La réunion du Comité technique préparatoire de la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique s'est tenue à Kampala (Ouganda) du 6 au 10 Juin 1988.
2. Ont assisté à la réunion, les représentants des 21 pays africains suivants : Algérie, Angola, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Egypte, Ethiopie, Guinée, Guinée Equatoriale, Mauritanie, Mozambique, Nigéria, Ouganda, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Soudan, Tchad, Zaïre, Zambie et Zimbabwe.
3. Ont également participé à la réunion les représentants et observateurs des institutions internationales ci-après : Organisation de l'unité africaine (OUA), Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales (CNUST), Bureau des affaires de l'océan et du droit de la mer, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Département des Nations Unies pour la coopération technique et le développement (DCTD), Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale, Centre régional de services spécialisés dans le domaine des levés, des cartes et de la télédétection (RCSSMRS), Nitro Nobel de Suède, Bureau de recherches géologiques et minières de France (BRGM), Commission pour la carte géologique mondiale (CGMM) et Radiator and Tinning (Pvt) Ltd du Zimbabwe.

II. ELECTION DU BUREAU

4. La Conférence a élu à l'unanimité le bureau suivant :

Président :	Ouganda
Premier Vice-Président :	Algérie
Second Vice-Président :	Tchad
Premier Rapporteur :	Côte d'Ivoire
Second Rapporteur :	Nigéria

III. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

5. La réunion a adopté l'ordre du jour suivant :

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.
4. Examen des progrès réalisés en ce qui concerne l'application des recommandations des deux conférences régionales précédentes (1981 et 1985) sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique y compris l'examen des rapports d'activité de chaque Etat membre sur la base des développements ayant affecté son secteur minier.
5. Examen du rapport relatif aux politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales en Afrique et leurs effets sur la coopération interafricaine dans le domaine des ressources minérales y compris l'examen des rapports des Etats membres décrivant leurs politiques de mise en valeur des ressources minérales et soulignant les aspects des dites politiques favorisant ou tendant à freiner la coopération intra-africaine dans le secteur minéral ; ces rapports contiendront des propositions quant à la manière dont ces politiques peuvent être améliorées en vue du renforcement de la coopération recherchée entre Etats membres dans le secteur minéral.
6. Examen du rapport relatif à l'étude sur les possibilités d'établissement d'associations africaines qui s'occuperaient de minéraux ou groupes de minéraux particuliers.
7. Examen du rapport relatif au recensement régional des installations de fabrication de cuivre et d'aluminium et des perspectives de fabrication et de commercialisation en Afrique de produits à base de cuivre et d'aluminium.
8. Examen des rapports relatifs au secteur des pierres précieuses et semi-précieuses en Afrique et de leurs perspectives dans le développement socio-économique du continent.

9. Rapport sur les possibilités de création, au sein de la Banque africaine de développement, d'un mécanisme spécial de financement des projets de mise en valeur des ressources minérales en Afrique.
10. Examen des rapports sur les développements ayant affecté le secteur minéral africain au cours de la période 1985-1987 et perspectives jusqu'au-delà de 1990.
11. Questions diverses.
12. Ordre du jour de la session ministérielle de la troisième Conférence régionale.
13. Adoption du rapport du Comité technique préparatoire.
14. Clôture de la réunion.

Ouverture de la réunion

6. Le Président du Comité technique préparatoire de la deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, M. Hicuunga E. Kambaila de Zambie a ouvert la réunion. Après avoir remercié le Gouvernement de la République de l'Ouganda d'avoir invité le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique à tenir la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales à Kampala, il a exprimé la gratitude des participants au Gouvernement et au peuple ougandais pour leur réception chaleureuse et les excellentes installations mises à la disposition de la réunion. IL a noté que la situation économique mondiale depuis la deuxième Conférence régionale (1985) avait continué d'imposer des restrictions à la croissance des industries minières de la région africaine. Il a donc estimé que la mise en place d'une structure industrielle régionale solide utilisant les matières minérales de la région pour satisfaire les besoins de celle-ci pourrait constituer une solution future au problème des industries africaines.

7. Dans son discours d'ouverture, son Excellence Robert K. Kitariko, Ministre chargé de la mise en valeur des ressources en eau et des ressources minérales de la République de l'Ouganda a souhaité chaleureusement et fraternellement la bienvenue aux participants à la réunion du Comité technique préparatoire de la

troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

8. Il a rappelé que le thème central du Plan d'action de Lagos adopté par les Chefs d'Etat et de gouvernement africains en 1980 était la promotion d'un développement socio-économique autonome et auto-entretenu dans la région africaine, fondé sur l'utilisation de facteurs de production locaux pour satisfaire les besoins de la région. Il a souligné que le secteur minier africain devait tenir compte des objectifs du Plan et qu'on attendait des participants qu'ils examinent dans quelle mesure le secteur avait répondu à l'attente et aux aspirations des chefs d'Etat et de gouvernement africains. La réunion devait en outre identifier les options de principe adéquates et d'autres programmes d'action qui renforcent la contribution du secteur minier au développement de l'Afrique. Depuis l'adoption du Plan d'action de Lagos, le secteur minier africain qui constituait une importante source de recettes en devises, de recettes publiques et d'emplois pour de nombreux pays africains, avait continué d'enregistrer une croissance annuelle négative. La faiblesse des cours des principaux produits de base exportés par l'Afrique, l'insuffisance de devises dans la région pour l'achat de facteurs de production, les déficits de balance des paiements, la lourde facture d'importations d'énergie, la diminution des flux de l'aide et de l'investissement étranger, les taux d'intérêt élevés sur les prêts extérieurs des institutions financières, la dépendance à l'égard de cadres, de biens d'équipement, de services et d'une technologie importés étaient au nombre des facteurs défavorables affectant le secteur minier sur le continent. Les perspectives de l'exploitation minière des fonds marins pourraient par ailleurs avoir un effet sur la production et les cours des matières minérales terrestres. Le secteur minier africain devrait, à l'avenir, être intégré dans l'économie du continent de façon à appuyer le développement industriel et agricole. Il importait en outre d'intensifier la formation du personnel technique à tous les niveaux, de développer les opérations minières à petite et moyenne échelle nécessitant de petits et moyens investissements, d'établir et de renforcer les institutions s'occupant de la mise en valeur des ressources minérales.

9. Au nom du secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M.P. N. MWANZA, Chef de la Division des ressources naturelles, a exprimé sa profonde gratitude au peuple, au Mouvement de résistance nationale et au Gouvernement de la République de l'Ouganda pour avoir généreusement offert d'accueillir la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation

des ressources minérales en Afrique. Il a aussi exprimé les remerciements de la Commission pour l'hospitalité chaleureuse et les excellentes facilités offertes par le Gouvernement de la République de l'Ouganda.

10. En application des recommandations des première et deuxième Conférences, la troisième Conférence régionale examinerait les progrès réalisés en ce qui concerne l'application de ces recommandations, examinerait les politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales en vue de déterminer comment les améliorer pour intensifier la coopération entre Etats membres, étudierait les possibilités de créer des associations africaines de produits s'occupant de certains minerais ou groupes de minerais ; examinerait les conclusions de l'étude régionale sur les installations de fabrication et de cuivre et d'aluminium ainsi que les perspectives de fabrication et de commerce intra-africain de produits à base de cuivre et d'aluminium et passerait en revue la situation du secteur minier en Afrique au cours de la période 1985-1987 en vue de déterminer les perspectives pour l'année 1988 et au-delà. Il a souhaité que les rapports établis par le secrétariat et les participants et l'échange d'expériences au cours des travaux permettent à la réunion de définir de nouvelles priorités et d'identifier des domaines nécessitant des efforts concertés de la part des divers pays ainsi qu'aux niveaux sous-régional et régional, en vue de la mise en valeur et de l'utilisation dynamiques des ressources minérales à l'avenir.

11. Il a fait observer que le secteur minier en Afrique avait connu des difficultés de plus en plus graves au cours des années 80, ce qui avait entraîné des baisses de production de 75 % pour 22 produits au cours des cinq dernières années. Cette situation avait en outre été aggravée par la faiblesse de la demande mondiale des matières minérales, le niveau faible des cours de celles-ci, l'utilisation croissante de produits de substitution et le recyclage des métaux dans les pays consommateurs. Ces conditions difficiles allaient probablement persister tout au long des années 90. Il a donc invité la réunion à jeter les bases d'un programme de redressement du secteur minier en Afrique conformément à ce qui a été défini dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique afin d'arrêter la détérioration de la situation déjà critique de ce secteur.

12. Il était nécessaire de développer l'industrialisation dans la région en ayant recours aux matières minérales de l'Afrique pour fournir des produits à base de minéraux aux Etats membres, d'accélérer la mise en valeur des ressources énergétiques de la région ; d'intensifier la formation de cadres techniques et de gestion qualifiés, de redynamiser et de moderniser les opérations actuelles et de mettre en valeur les petits et moyens gisements miniers nécessitant des ressources financières modestes. Certains de ces domaines pourraient faire l'objet d'une attention accrue en ce qui concerne les secteurs miniers en Afrique.

IV. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

Examen des progrès réalisés aux niveaux national, sous-régional et régional en ce qui concerne l'application des recommandations des première et deuxième conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenues à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en Février 1987 et à Lusaka (République de Zambie) en Mars 1985 (point 4 de l'ordre du jour)

13. Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté le document ECA/NRD/TRCDUMRA/4 sur ce thème passant en revue l'application par le secrétariat des recommandations des deux conférences régionales précédentes. Il a fait état des difficultés auxquelles était confronté le secteur minier au cours de la période considérée, lesquelles étaient dues à la baisse de la production, à la faible croissance, aux conditions de commercialisation défavorables, à la concurrence mondiale de plus en plus forte à une offre pléthorique et à la surcapacité ainsi qu'au recours massif aux produits de substitution. En application du mandat qui lui avait été confié lors de la deuxième conférence régionale, le secrétariat avait réalisé un certain nombre d'études et de missions.

14. Dans le domaine de l'utilisation des ressources minières dans la région, le secrétariat avait réalisé une étude sous-régionale des matières premières phosphatées et une analyse régionale des besoins en chloralcalins, sel, carbonate de soude, soude caustique et sulfate d'aluminium jusqu'à l'an 2000.

15. En ce qui concerne la recherche de l'information, le secrétariat avait examiné l'incidence de l'exploitation des fonds marins sur l'avenir des exploitations terrestres classiques.

16. Dans le cadre de l'assistance qu'il fournit aux Etats membres, le secrétariat avait effectué des études économiques au Botswana en vue d'aider ce pays à déterminer les domaines où des emplois possibles pourraient être créés pour promouvoir le développement socio-économique. Une étude identique avait été effectuée au Mozambique pour examiner les possibilités de redéploiement des mineurs et travailleurs rapatriés de la République d'Afrique du Sud.

17. En ce qui concerne la formation, le secrétariat avait organisé un séminaire et une visite d'étude en Arménie (URSS). Il avait également participé à l'organisation de plusieurs ateliers sur la prospection minière et à un colloque régional sur l'exploitation de l'or à petite échelle.

18. Concernant l'appui à apporter aux institutions sous-régionales concernées par le développement minier, le secrétariat continuait d'appuyer les activités du Centre de mise en valeur des ressources minérales pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et du Centre de mise en valeur des ressources minérales pour l'Afrique centrale.

19. Les politiques et décisions nationales affectent la production et les aspects relatifs au développement minier en général avaient également été examinées. Dans sa conclusion, le représentant de la CEA a souligné que le redressement du secteur minier africain devrait être basé sur les recommandations du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique qui mettent l'accent sur la nécessité d'une réhabilitation et de mesures correctives en matière de production ainsi que sur des ajustements structurels afin de maximiser la production du secteur minier.

20. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont demandé de plus amples détails sur l'importance du secteur des pierres semi-précieuses au Botswana et souligné la nécessité de mettre davantage l'accent sur les matières premières industrielles ; ils se sont également intéressés aux projets de location d'usines, à l'instar du Zimbabwe dans ce domaine.

21. Concernant la diffusion de l'information, les participants ont souligné la nécessité croissante de diffuser l'information concernant les produits miniers commercialisables afin de promouvoir le commerce intra-africain.

22. Sur ce point particulier, le représentant du secrétariat de la CEA a indiqué que cette question figurait dans le budget-programme de la CEA pour la période 1990-1991, étant donné l'importance que revêt le commerce intra-africain dans la région. En conclusion, il a été recommandé que les Etats membres cherchent à accroître la consommation intérieure des ressources et matières premières minérales locales afin de promouvoir le commerce intra-africain. En outre, les participants ont recommandé la mise en place de mécanismes de suivi en vue d'une meilleure application des recommandations de la Conférence régionale. A cet égard, il a été proposé que les groupements économiques sous-régionaux et les institutions multinationales soient étroitement associés à toute activité de suivi.

23. Le représentant de l'Algérie a exposé aux participants les contraintes et problèmes auxquels s'est heurté son pays du fait de la situation héritée de l'ère coloniale caractérisée par une exploitation orientée vers des "techniques" qui consistaient à exploiter les parties les plus riches du gisement en laissant sur place les parties les moins riches. L'Algérie avait maintenant totalement pris en charge le secteur minier et s'était engagée dans un vaste programme de modernisation d'anciennes mines, de prospection minière et de développement des gisements identifiés en vue de répondre à la demande des différentes branches de l'industrie nationale (sidérurgie, métallurgie, industrie chimique, industrie du verre, secteur pétrolier etc.). Le représentant a indiqué que son pays exploitait le fer, le phosphate, le zinc, le mercure, le sel, le kaolin, la baryte.

24. Le représentant du Burkina Faso a exposé les mesures prises par son pays en vue de promouvoir et de contrôler l'exploitation de l'or dans le cadre de la législation régissant le domaine de la recherche géologique et minière, ce qui a permis un meilleur suivi au niveau du secteur minier. Concernant l'achat et la vente de l'or, toutes les transactions étaient effectuées par l'intermédiaire du Comptoir Burkinabé des métaux précieux (CBMP). En ce qui concerne l'évaluation des minéraux, il a fait état des travaux effectués sur le gisement de plomb, de zinc et d'argent de Perkoa dont les réserves s'élevaient à 4,5 millions de tonnes à 17,43 % Zn.

25. Au cours des discussions qui ont suivi, le représentant de Burkina Faso a indiqué que la production de la mine d'or de Poura était de 2000 kg par an.

Quant à la production des petits exploitants, des statistiques existaient mais il a indiqué qu'il n'avait pas les chiffres exacts. En ce qui concerne la sécurité des petits exploitants, le Gouvernement apportait son concours en fournissant une assistance médicale et des agents d'encadrement.

26. Le représentant du Tchad a exposé la stratégie minière de son pays dans le cadre de la législation minière. La priorité était donnée à la création d'une cimenterie d'une capacité de 50.000 tonnes par an, d'une petite raffinerie de pétrole à N'DJAMENA et au développement de la production des matériaux de construction. Le département de la géologie était renforcé pour qu'il puisse satisfaire les besoins en ce qui concerne la prospection de l'or et du diamant.

27. Le représentant de la Côte d'Ivoire a informé les participants que c'était la SODEMI qui était chargée de l'exécution des projets de développement minier, celle-ci était un organisme d'Etat s'occupant de l'exploitation de diamants et fournissait une assistance pour une évaluation coopérative des ressources minérales et exécutait des projets.

28. Il a également indiqué que des dispositions juridiques autorisaient les particuliers à participer à l'exploitation minière. En outre, le pays considérait comme une priorité de tirer le maximum de revenus de l'exploitation minière et mettait l'accent sur la formation des spécialistes du secteur minier.

29. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant de la Côte d'Ivoire a donné des explications détaillées sur les moyens mis en place pour contrôler la production et a exposé en détail les droits prélevés par l'Etat en ce qui concerne les permis de prospection d'exploitation et de la taxe sur la production. Concernant le niveau de compétence professionnelle et les membres de la coopérative participant à l'exploitation minière à petite échelle dans le pays, il a indiqué que la coopérative comprenait des villageois qui subissaient une formation ultérieure auprès de la SODEMI.

30. Le représentant de la Guinée Equatoriale a informé les participants des activités de prospection effectuées dans son pays depuis 1981 conjointement avec une société espagnole, le BRGM et le service géologique et minier du pays et faisant appel à la géochimie, à l'imagerie par satellite et à l'aéromagnétisme.

Des résultats indiquaient des gisements intéressants d'ittabérites ferrifères devant être évalués, du colombo-tantalite alluvien avec des réserves potentielles de l'ordre de 2 000 tonnes, de l'or, du nickel-chrome et de la bauxite. Il a informé la réunion que son gouvernement a prévu dans la législation minière nationale les dispositions nécessaires pour attirer les investisseurs. Le pays toutefois constatait une réticence de la part des parties intéressées à prendre des engagements pour mettre en valeur les ressources minérales du pays. Pour terminer il a réaffirmé que la Guinée équatoriale était totalement déterminée à réaliser les objectifs et recommandations des première et deuxième conférences régionales.

31. Le représentant de l'Ethiopie a exposé en détail les activités effectuées conformément aux recommandations de la deuxième Conférence régionale dans un large éventail de domaines. Il a souligné que dans le cadre du plan décennal, son pays avait affecté 700 millions de dollars E.U. pour des activités de mise en valeur des ressources minérales parmi lesquelles figuraient l'établissement d'une carte géologique, l'inventaire et la mise en valeur de matières minérales industrielles, la mise en service en 1989 d'une mine d'or qui devrait produire trois tonnes d'or par an, la prospection géothermique, de pétrole et de gaz et l'exploitation de matières premières industrielles et chimiques. En ce qui concerne la création d'organismes nationaux et multinationaux, l'Ethiopie était un membre fondateur du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et avait depuis 1982 créé deux institutions, à savoir l'Ethiopian Institute of Geological Survey (IGS) et l'Ethiopian Mineral Resources Corporation (EMRC). Le pays créait une école technique des mines et incorporait un programme d'ingénierie minière au programme de l'Université d'Addis-Abéba. Le PNUD fournissait une assistance technique dans le domaine de la formation des études après la licence. Pour terminer le représentant a indiqué qu'un laboratoire de traitement du minerai était créé avec l'assistance de l'Italie.

32. Les participants ont soulevé des questions sur l'état des connaissances relatives aux ressources en phosphates, à l'utilisation économique du potentiel géothermique identifié dans le pays et aux méthodes appliquées pour établir la carte géologique. Le représentant a souligné que les gisements de phosphate faisaient l'objet d'une étude préliminaire, qu'un générateur expérimental d'une capacité de 3 MW allait être installé en vue d'exploiter les ressources géothermiques dont le potentiel total était estimé à 30 MW et que la carte à l'échelle de 1/250 000 était dressée en utilisant l'imagerie par satellite, la photographie aérienne, l'analyse structurale et des techniques géodésiques.

33. Le représentant de la Guinée a exposé brièvement les activités effectuées dans son pays mettant l'accent sur la diversification de la mise en valeur des métaux précieux et du diamant, des matériaux de construction et visant à améliorer le développement socio-économique grâce à l'extraction minière à petite échelle de l'or. S'agissant du niveau de fer, il a donné des informations sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'exploitation des gisements des Monts Nimba, en collaboration avec le Libéria, grâce à l'utilisation de l'infrastructure existant dans ce pays. Il a en outre mentionné les opérations de retraitement des terrils diamantifères effectués par son pays en vue de récupérer l'or. Dans le domaine de la commercialisation, le Département des ressources naturelles (Ministère chargé des mines) avait créé une Direction du Marketing Minier dont l'objectif est la maîtrise par la Guinée de tout le circuit de commercialisation de la bauxite, de l'or et des diamants du pays.

34. Répondant aux questions des participants, le représentant de la Guinée a expliqué que l'exploitation de l'or à petite échelle était autorisée dans des endroits qui ne se prêtaient pas à l'extraction industrielle et que l'installation des permissionnaires se faisait par tirage au sort. S'agissant de l'appui technique et financier à de petits projets, des demandes avaient été adressées à des organismes internationaux tels que le PNUD et des organismes bilatéraux. Pour le moment, le gouvernement ne fournissait pas d'assistance matérielle pour les opérations. La Banque centrale avait le monopole de la commercialisation de l'or produit par les petits exploitants.

35. Le représentant de la Mauritanie a informé la réunion que son pays disposait de nombreuses potentialités minières (plus de 300 indices miniers et minéraux) nécessitant pour la plupart des études de reconnaissance appropriées. La politique minière du pays, eu égard au manque de ressources financières et humaines est d'ouverture en vue d'attirer les investisseurs auxquels de considérables facilités sont accordées tant par le code minier que le code des investissements. Le pays était couvert par 11 titres miniers valables pour les hydrocarbures, le fer, le cuivre, le gypse, le soufre, les phosphates et l'uranium. L'exploitation portait sur le fer et le gypse dont les niveaux de production étaient stationnaires pour le premier depuis 1984 (environ 9 millions de tonnes) et connaissaient une évolution notoire pour le second de 5 000 tonnes à 20 000 t (bien que ce soit encore loin de la capacité nominale pour le gypse). En dehors des substances visées et déjà couvertes par des titres miniers, une grande importance était accordée à l'exploitation artisanale et semi-industrielle tournée notamment vers l'appoint

à l'agriculture qui constituait la priorité dans ce pays sahélien. Ce type d'exploitation avait en effet l'avantage de ne nécessiter généralement qu'une technologie et des ressources financières relativement simples.

36. Le représentant de la Mozambique a informé la réunion des activités de prospection et de mise en valeur des ressources minérales effectuées par son pays tôt après l'indépendance. Des mesures étaient prises pour promouvoir l'exploitation du marbre, du graphite, de la bauxite, du charbon, de l'or, des pegmatites, de la bentonite, de minerais industriels, de minéraux des sables de la plage et des hydrocarbures. Une production locale et des projets d'exploitation commune étaient envisagés pour l'exploitation des sables de plage contenant de l'or, du tantale-niobium et du titane. Le Mozambique procédait à l'établissement d'une carte géologique aux échelles 1/2 500 000 et 1/ 50 000 et bénéficiait d'une assistance technique bilatérale et multilatérale. Dans le domaine de la production il a mentionné l'exploitation par une société du Zimbabwe de la bauxite à la frontière entre les deux pays ainsi que l'exploitation du charbon, du marbre, de la bentonite, du cuivre et des pierres semi-précieuses par des sociétés minières semi-publiques.

37. Le représentant du Nigéria a indiqué que beaucoup d'activités se déroulaient dans le domaine de l'industrie minière dans son pays où l'accent était mis davantage sur les minéraux industriels en vue de satisfaire les besoins locaux et d'opérer une substitution aux importations. Son pays appliquait un programme d'ajustement structurel qui favorisait aussi l'industrie des matières minérales. La restructuration encourageait aussi la production locale de toutes les matières premières industrielles, notamment des matières minérales. Cela avait en outre entraîné un accroissement des investissements privés dans le secteur des matières minérales.

38. Les groupements sous-régionaux devraient commencer à se constituer en groupes spécifiques qui seraient utilisés pour appliquer les politiques de la CEA. Ces groupes devraient se réunir plus souvent et passer en revue l'application des politiques de la CEA relatives à leurs régions respectives et informer la CEA en conséquence.

39. Le représentant du Sénégal a passé en revue les progrès réalisés dans le secteur minier de 1976 à nos jours. Il a indiqué qu'il existait une stratégie nationale soutenue par le programme de développement géologique et minier. Dans ce cadre

L'accent avait été mis sur la mise en valeur des ressources nationales en particulier le gisement de phosphate de Matam estimé à 40 millions de tonnes et dont une partie devra faire l'objet d'une utilisation locale ; les matériaux de construction et les pierres ornementales, le développement des projets en cours : or, fer et tourbe. L'ensemble de ces actions était soutenu par un programme de cartographie générale. La stratégie de développement minier a été établie en tenant compte de certains paramètres essentiels : renforcement des structures du groupe de laboratoires ; refonte de la loi minière. Concernant la coopération interafricaine, il a rappelé les relations exemplaires entre son pays et le Nigéria dans la transformation des phosphates ainsi que les efforts des Etats de la CEA0 pour le développement de projets communautaires : verrerie par exemple.

40. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a exposé en détail les politiques, les programmes d'ajustement structurel, les efforts en matière de rationalisation et les programmes d'encouragement du pays visant à améliorer l'exploitation minière et à accroître la production des mines existantes. IL a souligné que ces mesures avaient ranimé l'intérêt de sociétés internationales et étrangères pour des activités de prospection et de mise en valeur notamment du charbon, de l'or et de l'uranium. Concernant le secteur minier à petite échelle, le représentant a informé la réunion qu'une augmentation substantielle de la production avait été enregistrée et que des efforts étaient faits pour fournir du matériel d'extraction minière.

41. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants ont demandé si le programme de rétention de devises adopté par la République-Unie de Tanzanie ne concernait que l'or. Les participants ont été informés que le programme s'appliquait à toutes les matières minérales et que les opérateurs étaient autorisés à ouvrir des comptes extérieurs auprès de la Banque centrale pour l'achat de facteurs de production importés.

42. Selon les informations fournies par la délégation ougandaise, la stratégie de développement minier du pays faisait l'objet d'une révision mettant l'accent sur la consommation intérieure tout en produisant pour l'exportation. Conformément aux dispositions de la nouvelle loi minière, l'or faisait l'objet d'un intérêt croissant. Dans le même ordre d'idées, le Gouvernement ougandais créait une commission chargée d'acheter et de fournir l'équipement, de mettre en place des marchés intérieurs et de rechercher des fonds auprès d'institutions extérieures pour la recherche - développement. En raison de la pénurie de main-d'oeuvre qua-

lifiée, l'Ouganda avait demandé l'assistance du PNUD pour créer des instituts de formation pour les techniciens des mines de Kilembe et introduire des disciplines sur l'extraction minière et la métallurgie à l'Université Makerere. L'Ouganda avait envisagé la possibilité de fabriquer des pièces de rechange en utilisant les installations existantes. Dans le domaine de la recherche - développement, des programmes relatifs à la pozzolane étaient exécutés en collaboration avec le centre pour la mise en valeur des ressources minérales pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe et la fabrication industrielle de matériaux pour remplacer les produits importés était considérée comme faisable. A cet égard un comité avait été créé pour étudier les matières minérales brutes importées disponibles dans le pays.

43. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant de l'Ouganda a exposé les plans visant à remettre en service les mines d'étain et de tungstène avec l'assistance de la Communauté économique européenne (CEE). En ce qui concerne les industries intégrées en aval, il y avait des possibilités de fondre, de produire des plaques d'étain et d'assurer un traitement métallurgique similaire du minerai de Wolfram pour en faire des produits de tungstène pour la consommation intérieure et sous-régionale.

44. Le représentant du Zaïre a souligné que son pays avait une longue tradition minière de près de 100 ans et qu'il y avait un besoin constant de remettre en service les usines d'extraction et de traitement. En raison du marasme actuel des marchés, le pays ne prévoyait pas d'augmenter la production de cuivre. S'agissant de l'or, il était également nécessaire de rénover les installations actuelles des mines mécanisées tandis que dans le cadre du programme de libéralisation adopté il y a quelques années, l'extraction minière à petite échelle prenait une importance croissante. Des mesures adéquates étaient prises pour que le Gouvernement assure le contrôle de ces opérations.

45. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant du Zaïre a fait observer que dans le cadre de la politique de libéralisation, il n'y avait aucune restriction à l'octroi des droits d'exploitation de l'or et du diamant tant que les obligations juridiques étaient remplies. S'agissant de la production d'uranium, il a informé les participants que l'exploitation de ce minerai avait été arrêtée en 1958 à la suite de la baisse des cours.

46. Le représentant de la Zambie a souligné que la part du secteur minier dans le PIB était tombée de 42 à 13 % au cours des dernières années mais continuait d'avoir une grande importance pour l'économie nationale. La chute de la production du cuivre avait été arrêtée et il y avait d'autres faits concernant l'exploitation des pierres précieuses et des minerais industriels. Quant à la question sur la pureté du cuivre raffiné en Zambie, le représentant a informé les participants que la Zambie produisait par électrolyse un cuivre pur à 99,98 %.

47. Le représentant du Zimbabwe a indiqué que la Zimbabwe Mining Development Corporation procédait à l'exploration des ressources minérales dans le pays grâce à sa filiale qu'elle possédait en propre, la Mining Promotion Corporation. La chambre des mines, lors de sa réunion annuelle, a récemment adopté le thème de l'exploration comme une base pour appuyer à l'avenir l'industrie minière au Zimbabwe. Le gouvernement encourageait activement l'extraction minière à petite échelle et la participation en association à des activités minières stratégiques. En vertu des dispositions de la loi révisée sur les mines et les matières minérales, des efforts étaient faits pour réduire la spéculation sur les ressources minérales et assurer l'utilisation de techniques de traitement optimales. La réunion a en outre été informée des diverses initiatives prises par le Gouvernement zimbabwéen, notamment des systèmes de prêts et des facilités de location d'usines en faveur des petits exploitants et des coopératives.

48. Dans le domaine de la formation, le Zimbabwe avait créé un Département d'ingénierie minière à l'Université du Zimbabwe et créait en outre des établissements de formation pour les artisans. S'agissant de la recherche - développement, le Gouvernement avait créé un laboratoire de métallurgie physique dans le but d'opérer une substitution aux métaux importés. La réunion a été en outre informée que le Zimbabwe avait commencé à produire du carbure de tungstène, avait commandé une usine d'affinage de l'or et étudiait la possibilité de produire des matériaux réfractaires.

49. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant a expliqué que son pays avait mis en place un programme de stabilisation du cours de l'or qui garantisse un prix minimal quelques soient les fluctuations des cours mondiaux. Il a ensuite indiqué qu'il existait une usine de grillage capable de traiter les minerais aurifères réfractaires et d'utiliser aussi d'autres procédés techniques. Il a en outre indiqué que 90 % de l'or du Zimbabwe étaient produits par de grandes exploitations, que les 10 restants provenaient de 30 000 coopératives minières et des 5 000 à 10 000 petites mines.

50. Le Directeur général du Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et Australe a fait l'historique du centre depuis qu'il est devenu opérationnel en 1980 et exposé en détail ses réalisations et problèmes depuis sa création en 1980. Il a aussi informé la réunion des difficultés en ce qui concerne le soutien des Etats membres et les réponses des organisations internationales et des donateurs bilatéraux. Il a souligné qu'au cours des deux dernières années, des changements fondamentaux qu'explique le regain d'intérêt des Etats membres, a permis au centre de lancer un plan d'augmentation du personnel et des capacités d'exécution de projets en 1988 et d'initier un programme d'investissement dont le démarrage est prévu pour septembre 1991. Ce programme comportait la construction d'un service de documentation et de laboratoires dans les domaines de la mécanique des roches, du traitement des minerais, de métallurgie d'extraction et des minerais industriels. Ces installations nouvelles permettraient d'élargir considérablement la gamme de services fournis aux Etats membres pour satisfaire leur demande croissante d'assistance technique spécialisée dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales. Malgré les contraintes susmentionnées, le Centre avait cependant exécuté une large gamme de projets dont certains avaient atteint un stade proche de celui de l'exécution. Dans les autres domaines le Centre avait obtenu certains résultats notamment la formation de 243 experts dans la sous-région ainsi que la mise en valeur de matières premières pour engrais et de minerais industriels. Pour terminer le Directeur général a souligné qu'il y avait un manque d'information sur la mise en valeur des ressources minérales dans la sous-région et a espéré que cette situation serait corrigée dès que le Centre aurait des infrastructures opérationnelles.

51. A la suite de la présentation du Directeur général, il s'est instauré un long débat au cours duquel les représentants ont demandé si le Centre avait fait une large publicité pour lui-même, s'occupait de R-D et entreprenait ses activités avec ses propres ressources. Le Directeur général a répondu que le Centre avait fait connaître ses activités par le biais de bulletins tant aux niveaux régional que sous-régional. Il avait en outre exécuté des programmes au cours desquels des cadres et des connaissances techniques étaient disponibles en utilisant aussi bien des ressources budgétaires qu'extra-budgétaires. Le représentant de l'Ethiopie a réaffirmé l'importance des activités effectuées par le Centre et qui étaient largement limitées du fait de la faiblesse de la participation au Centre et a lancé un appel à la Conférence pour qu'elle cherche des moyens d'augmenter le nombre d'adhésions et d'accroître l'appui des pays non membres. Il a ajouté

que malgré les promesses qu'ils avaient faites d'adhérer au Centre, certains pays n'en étaient toujours pas membres. La réunion a rappelé que le Centre avait été créé en application de la recommandation du Plan de Lagos et a fortement recommandé que les pays qui n'étaient pas membres du Centre le fassent, qu'ils soient autonomes ou non dans le domaine de la mise en valeur des ressources minérales.

52. La réunion a en outre recommandé que le Centre s'efforce d'utiliser davantage les installations disponibles dans la sous-région.

53. Le Directeur général du centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique Centrale, situé à Brazzaville (Congo) a fait observer aux participants que les objectifs, le rôle et les programmes de travail de ce Centre étaient similaires à ceux du Centre pour l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il a en outre souligné que les difficultés rencontrées en matière de soutien financier, alors que sur les 10 pays potentiels, huit étaient membres du Centre, reflétaient clairement l'engagement politique des Etats membres à l'égard du Centre. Concernant l'assistance extérieure, le Centre n'avait jusque-là bénéficié d'aucun soutien. Pour cette raison, le Centre n'a pu lancer de programme d'investissement et a encore vu ses activités être plus limitées. Néanmoins, depuis sa création le Centre avait organisé des séminaires et des ateliers sur la classification des ressources minérales, la prospection géochimique et la télédétection appliquée aux recherches minières. Le Centre avait en outre organisé conjointement avec le secrétariat de la CEA, un colloque régional sur l'extraction de l'or à petite échelle auquel avaient assisté 10 pays francophones des sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale. Il a informé les participants que le Centre avait effectué un recensement des infrastructures disponibles dans la région en matière de mise en valeur des ressources minérales. Le développement de la sous-région pourrait bénéficier de la libéralisation des activités minières concernant certains minerais et pourrait permettre de trouver une solution satisfaisante à l'exode rural. Il s'est déclaré encouragé par la proposition du Gabon, membre fondateur du Centre, de créer un fonds spécial de soutien à l'industrie minière.

54. Au cours des débats qui ont suivi, la réunion a suggéré que la diffusion de l'information sur les activités effectuées par le Centre, compte tenu de ce qui doit rester confidentiel, pourrait constituer une importante contribution à la mise en valeur des matières minérales dans les pays membres.

Examen des politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales en Afrique et de leurs effets sur la coopération intra-africaine dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales (point 5 de l'ordre du jour)

55. Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté le document ECA/NRD/TRCDUMRA/5 sur les politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales et leurs effets sur la coopération intra-africaine dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales. Ce document définissait la politique nationale de mise en valeur des ressources minérales comme un ensemble de lois, de réglementations, d'accords et de pratiques concernant l'exploration, la production, l'utilisation, la conservation et le commerce des produits minéraux.

56. Après une énumération des politiques et pratiques dans certains pays et compte tenu des tendances actuelles de la mise en valeur des ressources minérales dans la région africaine, le document souligne que la mise en valeur des ressources minérales en Afrique ne pourrait avoir un impact maximal que si des industries régionales de production minérale en amont et en aval étaient créées et les modes de consommation des pays africains se fondaient sur les biens et services produits dans la région. Il a été souligné que dans le contexte africain une telle situation se produirait probablement lorsqu'un certain nombre de pays intensifieraient, grâce aux groupements économiques sous-régionaux et aux accords entre les sous-régions, la coopération en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales en utilisant leurs ressources complémentaires, en mettant en commun les maigres ressources d'investissement et en créant de grands marchés pour les produits à base de matières minérales.

57. En conséquence, les politiques et méthodes nationales adéquates de mise en valeur des ressources minérales dans la région africaine seraient celles qui favorisent la collaboration au niveau multinational dans des domaines tels que la recherche - développement et l'échange d'information concernant les activités liées aux ressources minérales ; qui encouragent le développement et l'intensification d'activités multinationales en amont et en aval et des modes de consommation fondés sur les biens et services produits dans les pays coopérateurs ; qui favorisent et renforcent les efforts au niveau multinational en ce qui concerne la formation dans des disciplines essentielles pour les secteurs miniers connexes qui mettent l'accent sur la mobilisation de ressources d'investissement

par les pays africains coopérants et d'autres sources pour appuyer les projets relatifs aux matières minérales aux niveaux national et multinational en Afrique en vue d'approvisionner l'économie ; qui encouragent des consultations périodiques entre représentants du gouvernement, de l'industrie et de la main-d'oeuvre au niveau multinational pour déterminer la meilleure façon de développer les activités en matière de ressources minérales ; qui facilitent la croissance d'entreprises multinationales africaines pour la mise en valeur des ressources etc..

58. Pour que les politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales soient efficaces, leur application dépendait d'autres politiques complémentaires de développement national, en particulier les politiques et méthodes en ce qui concerne la répartition et l'emplacement d'industries en amont et en aval utilisant les ressources minérales ; des accords de prix et de paiements relatifs au commerce intra-africain de matières premières minérales, de produits semi-finis et de produits finis à base de matières minérales ; de la standardisation et du contrôle de la qualité pour ce qui est des produits minéraux échangés entre Etats membres ; de l'amélioration des liaisons entre les Etats membres pour faciliter le commerce intra-africain de produits minéraux ; de la suppression par les Etats membres des barrières tarifaires et non tarifaires aux produits et services minéraux dans la région ainsi que d'autres éléments pouvant être identifiés par les Etats membres.

59. Il a donc été proposé que lors de l'examen des politiques de mise en valeur des ressources minérales, il soit tenu compte des politiques et des aspects opérationnels mentionnés plus haut en vue de l'élaboration de politiques nationales qui encouragent et renforcent les arrangements de coopération conclus par les Etats membres en matière de mise en valeur et de l'utilisation de leurs ressources minérales.

60. S'agissant de la coopération intra-africaine, les participants ont été informés des initiatives, entreprises et projets effectifs visant à renforcer les liens entre les pays aux niveaux régional et sous-régional dans un large éventail de domaines mentionnés en détail pour ce qui est de préserver la vie et les biens au cours d'opérations minières. La Zambie a préconisé qu'il importait de respecter les normes de sécurité et que le contrôle de la qualité de la production minière pourrait améliorer le commerce intra-africain.

61. Le représentant de la Zambie a attiré l'attention des participants sur le programme de coopération avec la République-Unie de Tanzanie en ce qui concerne la formation de la main-d'oeuvre en vue de trouver une solution à la pénurie d'ingénieurs chargés de la préparation du minerai et d'ingénieurs des mines dans ce pays.

62. Le représentant de la CNUCED a souligné qu'un contexte commercial intra-africain favorable supposerait un équilibre entre l'offre et la demande de façon à éviter des situations extrêmes qui ne favorisent pas la stabilisation des marchés et pourraient entraîner des marchandages déloyaux entre producteurs et consommateurs.

63. Le représentant du Zimbabwe a souligné que des politiques sous-régionales pouvaient parfois être en contradiction avec les politiques nationales. De même il pourrait se produire une situation dans laquelle les politiques officielles privées dans les pays sont contradictoires.

64. Le représentant du Mozambique a indiqué qu'une nouvelle législation et une nouvelle réglementation minières étaient entrées en vigueur en 1986 et qu'un fonds minier avait été récemment créé, essentiellement pour appuyer l'exploitation minière à petite échelle. Il a également cité un exemple de coopération intra-africaine dans le domaine de l'échange de l'information géologique et minière entre des organismes du Mozambique et de la Tanzanie, qui ont signé un mémorandum d'accord couvrant d'autres domaines de l'exploration des matières minérales et des hydrocarbures.

65. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a estimé que la coopération intra-africaine pourrait être intensifiée grâce à la mise au point d'une technologie régionale pour l'exploitation minière à petite échelle. De même en ce qui concerne la fabrication d'équipement pour l'extraction minière à petite échelle, la délégation ougandaise a souligné la nécessité d'un tel projet et suggéré que le Centre régional africain de conception et de fabrication techniques, situé au Nigéria soit associé à la fabrication d'un tel équipement.

66. Le représentant du Nigéria a indiqué que les politiques du secteur minier de l'économie nigériane faisaient l'objet d'une révision. L'essentiel des mesures qui seront probablement prises comprendra des dispositions tendant à : i) encourager la production locale de minéraux ; ii) assurer un traitement plus poussé

des minéraux par les structures situées en aval ; iii) introduire des incitations en vue d'une intégration des structures en amont afin d'assurer l'utilisation des minéraux locaux en aval. En ce qui concerne les politiques que devraient appliquer tous les Etats membres, la CEA pourrait élaborer un document contenant des directives générales afin d'aider les pays membres à formuler des politiques qui seraient identiques mais auraient des applications différentes. Une plus grande interaction entre pays membres est manifestement nécessaire et aurait pour avantage de permettre la mise au point d'un petit matériel d'exploitation de l'or que de nombreux pays pourraient utiliser après quelques petites modifications.

67. Le représentant du Rwanda a informé la réunion qu'il existait une fonderie d'étain dans son pays. Toutefois, en raison de la dépression persistante des cours d'étain et de la fermeture des mines industrielles du Rwanda, la production de cassitérite ne serait pas suffisante pour alimenter la fonderie dans des conditions économiquement satisfaisantes. Par conséquent, dans le cadre de la coopération et du commerce intra-africain, la Conférence devrait recommander que les producteurs africains de cassitérite, spécialement les pays voisins du Rwanda étudient la possibilité de faire fondre leur production à la fonderie de Kigali. Cet arrangement serait dans l'intérêt de tous ceux qui sont concernés. Il permettrait au Rwanda de rentabiliser la fonderie et aux autres pays de ne pas supporter des coûts de transport élevés des impuretés sur de grandes distances ou des investissements considérables pour la construction de leurs propres fonderies.

68. Le représentant du Zimbabwe a exposé aux participants les domaines particuliers où les pays poursuivaient des efforts de coopération avec des pays voisins, à savoir, le Botswana pour le raffinage payant du cuivre et de la matte de nickel, l'achat de charbon du Mozambique et la fourniture d'installations de frittage pour le traitement des concentrés métalliques.

69. Finalement la réunion a noté qu'un certain nombre de pays avaient révisé leurs lois et législations minières en vue de promouvoir le commerce intra-africain de matières premières minérales locales et d'accroître la consommation locale. Une stratégie similaire se dessinait en ce qui concerne les matières minérales industrielles et chimiques, les phosphates en particulier.

Associations africaines s'occupant de minéraux ou groupes de minéraux particuliers
(point 6 de l'ordre du jour)

70. Un fonctionnaire du secrétariat, présentant le document sur ce point de l'ordre du jour a mentionné qu'en de nombreuses occasions et dans plusieurs instances internationales, les producteurs et exportateurs africains de matières premières minérales avaient exprimé leur souhait de former des associations pour mieux défendre leurs intérêts. Un tel désir était légitime et appelait une réaction favorable de la part du secrétariat de la CEA qui, compte tenu des associations et accords actuels sur les matières minérales non énergétiques visant à contrôler les cours mondiaux de minerais tels que le cuivre, la bauxite et l'étain a suggéré de s'abstenir de constituer un cartel. Toutefois une attention particulière devrait être portée par l'Association aux aspects concernant la fixation des prix. De même toute association pourrait se consacrer exclusivement sur des questions telles que la structure des sociétés exploitant les produits de base, les politiques minières, les mécanismes visant à maximaliser les recettes provenant des matières minérales et le contrôle des transferts de bénéfices des sociétés transnationales dans les pays consommateurs, le rôle des sociétés nationales des pays producteurs dans la production des matières minérales, le contrôle, les environnements socio-politiques, les marchés internationaux etc. de façon à fournir aux Etats membres une information appropriée sur la mise en valeur de leurs ressources minérales.

71. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont examiné l'idée de créer une association mais l'ont trouvée prématurée. Les participants ont recommandé que les centres existants soient renforcés pour qu'ils mènent les études relatives à la contribution des minéraux au progrès socio-économique de la région africaine.

Examen des rapports sur le recensement régional des installations de fabrication du cuivre et de l'aluminium et des perspectives de fabrication et de commerce dans les pays africains de produits dérivés du cuivre et de l'aluminium (point 7 de l'ordre du jour)

72. Un fonctionnaire du Secrétariat a présenté les documents ECA/NRD/TRCDUMRA/7 et ECA/NRD/TRCDUMRA/7/ESAS portant sur le recensement préliminaire d'installations de fabrication de cuivre et d'aluminium et sur les perspectives de commercialisation de produits à base de cuivre et d'aluminium en Afrique. Les pays

intéressés par l'étude préliminaire comprenaient le Cameroun, l'Egypte, le Ghana, la Guinée, le Kenya, le Maroc, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'étude avait un caractère préliminaire car les pays n'avaient pas fourni toutes les informations qui leur avaient été demandées pour l'élaboration d'une stratégie multinationale globale pour la fabrication et le commerce à l'intérieur de la région de produits à base de cuivre et d'aluminium.

73. Les principales observations et recommandations générales de l'étude préliminaire étaient les suivantes :

a) A l'exception de la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP/SADCC), il y avait une production primaire d'aluminium dans tous les autres sous-groupements économiques sous-régionaux en Afrique. Cependant aucun des pays africains producteurs d'aluminium primaire ne possédait une industrie de l'aluminium intégrée (extraction de la bauxite, production d'alumine, production d'aluminium primaire et fabrication d'aluminium). Par ailleurs, même là où un pays produisait de l'aluminium primaire, la plupart des installations de fabrication d'aluminium dans la région africaine étaient sous-utilisées en raison de pénuries de devises pour importer des métaux d'aluminium ou en raison de contrats de ventes à long terme passés par des producteurs africains d'aluminium primaire avec des fabricants à l'extérieur de la région africaine ;

b) Des problèmes de transport de matières premières minérales, de métaux et de produits à base de matières minérales étaient au nombre des difficultés auxquelles se heurtaient les fabricants de métaux non ferreux dans la région. Ces contraintes avaient entraîné un recours peu important aux fabricants existants et un volume faible du commerce entre pays de métaux et de produits métalliques ;

c) Les tarifs douaniers sur les produits non ferreux semi-manufacturés importés, qui permettaient aux consommateurs locaux d'importer ce dont ils avaient besoin au lieu de s'approvisionner auprès des fabricants locaux, ont été cités comme un obstacle au développement et à la croissance des affaires de certains fabricants de métaux non ferreux dans certains pays. L'augmentation des tarifs à l'importation de produits semi-finis et de la diminution des tarifs à l'importation des métaux primaires encourageaient les fabricants locaux à importer des métaux primaires et pousseraient les consommateurs locaux à s'approvisionner auprès des fabricants locaux. De même, les barrières tarifaires au

niveau sous-régional contribuaient à la faible utilisation des capacités des fabricants actuels et entravaient le développement du commerce intra-africain de matières premières minérales et de produits à base de minéraux. Le plus tôt ces barrières étaient supprimées, mieux ce serait pour l'industrie des métaux non ferreux ;

d) Les fabricants nationaux qui paient en devises les métaux primaires importés pourraient trouver difficile de continuer à travailler lorsqu'ils ne peuvent garder la partie en devises du produit de leurs ventes à d'autres pays. Il était possible que là où les transports le permettent, certains pays de la région ayant des installations de fabrication similaires, concluent un accord avec des fabricants nationaux existants, qui leur permettrait de fournir à ces fabricants certains métaux primaires qui seraient transformés en produits consommés dans les pays ayant conclu l'accord. Cet arrangement permettrait d'accroître l'utilisation des capacités des fabricants, d'intensifier la coopération industrielle dans la région et de développer le commerce entre pays de produits finis non ferreux dans la région ;

e) L'achat à l'extérieur de produits métalliques finis dans le cadre de projets financés par des donateurs constituait un frein au développement des fabricants locaux d'aluminium et de cuivre. Des consultations entre les industriels, le gouvernement et les consommateurs permettraient de déterminer la meilleure façon pour l'industrie de mieux satisfaire la demande intérieure et dans certains cas d'approvisionner éventuellement le marché régional. Les donateurs pourraient être encouragés à fournir des métaux primaires aux fabricants locaux afin que ceux-ci puissent fabriquer les produits dont les projets ont besoin ;

f) La vente dans la région de métaux non ferreux primaires aux cours de la Bourse des métaux de Londres (LME) sans une remise négociée sur la base des coûts de transport des métaux vers l'Europe occidentale, pourrait constituer un grand problème en ce qui concerne l'approvisionnement en matières premières par des fabricants africains de métaux non ferreux. Cette pratique rend ces produits non compétitifs du point de vue des prix et décourage l'investissement privé. Si ce problème était réglé, les fabricants et fonderies de la région pourraient utiliser leurs capacités existantes plus efficacement qu'à présent et accroîtraient leur part de marché à l'intérieur et à l'extérieur de la région ;

g) Des consultations régulières organisées aux niveaux régional et sous-régional par la CEA et les sous-groupements économiques sous-régionaux pour les représentants de producteurs de métaux primaires non ferreux, les gouvernements intéressés, les fabricants de métaux non ferreux et les consommateurs de produits finals pourraient entraîner l'augmentation de la production et de la consommation de produits métalliques non ferreux dans la région africaine. De telles consultations pourraient par exemple avoir les résultats suivants ; production d'aluminium primaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe où l'énergie est abondante grâce à l'utilisation de la bauxite ou de l'alumine de l'Afrique de l'Ouest ; approvisionnement de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe en aluminium primaire en provenance de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Ouest ; achat par les pays de l'Afrique de l'Ouest de cuivre primaire et de produits semi-finis en cuivre de pays de l'Afrique centrale, de l'Est et de l'Afrique australe ; amélioration de l'utilisation de la capacité des installations de fabrication nationales actuelles de métaux non ferreux ; établissement d'installations multinationales de fabrication de métaux non ferreux ; spécialisation des fabricants ; échange de l'information entre sociétés et pays concernés et expansion du commerce intra-africain de matières premières minérales, de produits semi-finis et de produits finis.

74. Le Comité préparatoire technique a pris note des rapports préliminaires sur l'étude des installations de fabrication de cuivre et d'aluminium et les perspectives de commercialisation de produits à base de cuivre et d'aluminium en Afrique. Le Comité a décidé de recommander à l'examen des ministres a) des consultations régulières telles que proposées au paragraphe 78 et b) la réalisation par la CEA d'une étude détaillée, en collaboration avec les sous-groupements économiques sous-régionaux existants, les organisations internationales compétentes, notamment la CNUCED et les fabricants de métaux non ferreux concernés. L'étude détaillée serait examinée par la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

75. Au cours des débats qui ont suivi, certains représentants ont informé les participants qu'il ne serait pas juste que les producteurs de cuivre fassent des remises sur les frais de transport étant donné que les cours de la Bourse des métaux de Londres (LME) ne tiennent pas compte de ces coûts et que les producteurs supportent beaucoup d'autres coûts en plus de ceux directement liés à la production. Toutefois, d'autres représentants ont indiqué que l'absence de remise

sur les frais de transport payés par les fabricants avait même eu une incidence néfaste sur la compétitivité de ses derniers.

Examen des rapports sur les pierres précieuses et semi-précieuses de la région africaine et leurs perspectives futures dans le cadre du développement socio-économique de l'Afrique (point 8 de l'ordre du jour)

76. La réunion n'a pas examiné ce point, étant donné qu'il n'y avait aucun document, ni du secrétariat, ni des Etats membres sur cette question.

Rapport sur les possibilités de création, au sein de la Banque africaine de développement, d'un mécanisme spécial de financement des projets de mise en valeur des ressources minérales en Afrique (point 9 de l'ordre du jour)

77. Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté le Document sur ce point et a indiqué qu'en application de la recommandation de la deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, la CEA a eu en 1985 des discussions avec la BAD afin de déterminer dans quelle mesure les structures actuelles de la Banque pouvaient être utilisées pour apporter un concours au secteur minier. Le document relatif aux discussions avec la Banque soulignait que la création d'une nouvelle institution ou d'un mécanisme spécial de financement des projets miniers était inopportune en raison de la crise économique qui frappe les pays africains et de leur incapacité à verser des contributions pour une nouvelle institution multinationale quelconque. Le document soulignait également qu'aucune contrainte statutaire n'empêchait la BAD d'intervenir dans le secteur minier. Le rapport indiquait en outre qu'au sein de la Banque, les projets miniers relevaient de la Division de l'industrie et qu'aucun plafond n'était fixé quant aux ressources pouvant être affectées au secteur minier bien que la Banque soit soumise à certaines directives concernant l'ensemble des ressources allouées au secteur industriel en général. Néanmoins, la BAD serait disposée, à l'avenir, à modifier sa structure afin de donner une place de choix au secteur minier lorsque le volume de ses activités en matière de prêts justifieront une telle démarcation sectorielle. En conclusion, la BAD avait demandé à la CEA d'informer les Etats africains par le biais de la Conférence régionale que la Banque, la BEI et la Banque mondiale étaient en mesure de financer des projets miniers et qu'à l'avenir, les propositions de projet dans ce domaine devaient être soumises à ces institutions.

78. A la suite du rapport du secrétariat les participants ont noté que la Banque s'était engagée dans le secteur minier à partir de 1984, et que depuis cette époque, son action dans ce sens n'a cessé de croître. Il ressortait également de l'expérience d'un Etat membre avec la BAD que si celle-ci pouvait allouer des fonds pour des projets miniers, les conditions d'octroi des prêts étaient draconiennes, ce qui rendait difficile l'utilisation des montants.

79. Les participants étaient aussi d'avis que la BAD ne disposant pas de structure lui permettant d'évaluer les projets relatifs au secteur minier du fait de la place relativement peu importante accordée à l'exploitation minière, et ont proposé que la CEA et l'OUA entament des négociations avec celle-ci en vue de la création en son sein d'un groupe ou d'une cellule chargée du secteur minier.

80. En jetant un regard rétrospectif sur les prêts que la BAD a accordés au secteur minier, les participants ont indiqué qu'elle était clairement favorable aux opérations minières spécifiques de grande envergure, notamment les projets de réhabilitation et ont émis le vœu que la BAD accorde son concours aux petits projets miniers qui nécessitent un investissement modeste et ne demandent pas une évaluation détaillée.

81. En conclusion, les participants ont indiqué qu'il était nécessaire de disposer, au sein de la Banque africaine de développement d'un mécanisme spécial de financement des projets miniers et que les contacts entre la CEA et l'OUA d'une part et la BAD de l'autre ayant eu lieu il y a presque trois ans, la CEA et l'OUA devraient engager de nouvelles discussions avec la BAD sur cette question. D'autres possibilités devraient également être explorées, notamment des contacts avec d'autres institutions financières telles que la BADEA et la BEI.

Examen des rapports sur les développements ayant affecté le secteur minéral africain au cours de la période 1985-1987 et perspectives jusqu'au-delà de 1990
(point 10 de l'ordre du jour)

82. Un fonctionnaire du secrétariat de la CEA a présenté un document sur ce point qui fait une analyse sectorielle de la production au cours des cinq dernières années et porte sur 35 produits minéraux de la région. Le document soulignait les difficultés et la situation mondiale défavorable qui ont eu pour conséquence la baisse de la production, une compétitivité réduite et des rendements

médiocres. Le représentant du secrétariat a attiré l'attention des participants sur les perspectives défavorables pour la création de nouvelles mines de fer ainsi que pour les projets intégrés intéressant la bauxite, l'alumine et l'aluminium en raison des projets de grande envergure en cours en Amérique latine où on trouve en quantités infiniment immenses de l'énergie à bon marché. Il a également indiqué que des efforts louables étaient faits par un nombre croissant de pays pour retrouver les niveaux antérieurs de production d'or et mentionné les résultats remarquables obtenus ces dernières années dans la production de diamant qui a en outre été relancée par la hausse notable des cours.

83. Concernant le secteur des minéraux combustibles, le représentant du secrétariat a mis l'accent sur la nécessité de développer la production de charbon pour dépasser la production annuelle actuelle de 6 millions de tonnes afin de réduire les importations qui, selon toute vraisemblance, devraient connaître une augmentation et atteindre 18 à 20 millions de tonnes d'ici 1995 et ce, dans le but de satisfaire les besoins en ce qui concerne la production d'acier, l'alimentation en énergie électrique, les industries chimiques et la consommation intérieure.

84. La situation d'offre pléthorique était une conséquence inévitable du surinvestissement et les Etats membres devraient réagir en prenant des mesures pour améliorer l'économie minérale nationale, mettre en oeuvre des programmes de réhabilitation, accroître les rendements et créer un secteur de récupération secondaire en ayant recours à la lixiviation bactériologique et à la lixiviation en place pour retraiter les anciens entrepôts miniers, les rejets et les dépôts primaires à faible teneur de cuivre, d'or et d'uranium.

85. Concernant l'évolution de la situation dans de nouveaux domaines jusqu'à la fin de la décennie, les possibilités de développement du secteur des métaux mineurs et de production des minéraux industriels tels que le mica, le graphite, le béryllium, le lithium et d'autres minéraux pour lesquels les investissements en capital pourraient être couverts par les ressources nationales disponibles ont été présentées comme un moyen de créer des emplois, de générer des revenus et d'approvisionner les industries nationales.

86. Le secteur minéral industriel qui figurait au rang des premières priorités des Etats membres ne pourrait être valablement développé que si l'industrie pouvait satisfaire aux normes de qualité élevées escomptées dans de nombreux secteurs utilisant les minéraux industriels.

87. L'accent devrait être mis sur l'évaluation et l'exploitation des matières premières chimiques locales qui alimentent les industries nationales, notamment celles des pâtes et papiers, de l'alumine et du verre, des textiles, du savon et des détergents, du PVC et de la purification de l'eau afin de réduire la dépendance vis-à-vis des matières importées. De même les participants ont reconnu la nécessité de mettre l'accent sur l'exploitation et la mise en valeur des matières premières fertilisantes en vue de la création d'unités de fabrication de phosphates acidulés.

88. Le représentant de la CEA a en outre souligné que le taux d'utilisation de la capacité de fusion, de raffinage et de traitement qui avait enregistré une augmentation dans le cas du cuivre et des métaux communs demeurait largement insuffisante en ce qui concerne la transformation du phosphate brut en engrais chimiques. Il a mis l'accent sur l'importance que revêtait le secteur minier pour la création d'emplois avec 1,2 million de postes et indiqué qu'entre 500 000 et 750 000 personnes étaient probablement engagées dans des exploitations informelles illégales. Cette situation conférait un caractère disproportionné aux activités minières non officielles par rapport aux exploitations rationnelles. Il a donc proposé que la Conférence examine cette situation afin de trouver une solution à ce problème, préjudiciable aux efforts de réglementation du développement minier.

Questions diverses (point 11 de l'ordre du jour)

Interventions d'Etats membres, d'organisations internationales et d'observateurs

89. Des représentants de l'Ouganda ont rendu compte des travaux scientifiques et techniques réalisés dans le cadre de la mise en valeur des ressources minérales en Ouganda. Les résumés de leurs rapports se trouvent ci-après.

a) Stabilisations des sols latéritiques d'Ouganda par les alcalins
matériel potentiel de construction et pour la céramique

90. Trois sols latéritiques du centre de l'Ouganda ont été stabilisés avec de l'hydroxide de sodium à diverses concentrations et les échantillons moulés et cuits obtenus à partir des sols ont été soumis à différents tests pour en évaluer la réaction au procédé de stabilisation.

91. Les résultats ont montré que les sols avaient des réactions identiques quelle que soit la roche-mère, les échantillons ayant une concentration de 10 à 12 % d'hydroxide de sodium présentant la plus grande résistance avec une compression qui est environ 20 fois supérieure à celle du matériau non stabilisé. En ajoutant du sable à l'un des sols ayant une teneur en NaOH de 10 %, on obtenait une amélioration de la résistance, de la densité et du taux d'absorption d'eau, la teneur maximum en sable étant de 125 %. La résistance était considérablement élevée même avec des concentrations en NaOH aussi faibles que 2 %.

92. La conclusion était que les sols latéritiques pouvaient être valablement stabilisés avec l'hydroxide de sodium et le sable pour obtenir un matériau de construction résistant et durable.

93. Au cours des débats qui ont suivi, le représentant du Zimbabwe a posé une question sur les économies d'énergie qu'on pouvait attendre de ce procédé par rapport aux méthodes classiques de fabrication de matériaux de construction. L'auteur du rapport a répondu que celles-ci n'avaient pas été quantifiées dans l'étude.

b) Ciment produit à partir de la chaux et de la pouzzolane

94. L'Ouganda produit actuellement de la chaux dans le fleuve Kaku dans l'arrondissement administratif de Kisoro, à Hima, Muhokya et Dura dans le district de Kasese ainsi qu'à Tororo. On trouve de la cendre volcanique dans la région de Kisoro ainsi que dans les champs volcaniques de Bunyaruguru - Fort Portal.

95. Les études réalisées à ce jour n'ont pas permis de déterminer de manière définitive des taux de mélange maximums pour la production de ciment à base de pouzzolane et de chaux. La mauvaise qualité de la chaux produite dans le pays a largement influé sur les résultats.

96. Cependant, tout porte à croire que si l'on utilisait de la chaux de bonne qualité (65 % de CaO) avec de la cendre volcanique (pouzzolane) et de la poussière de carrière à des taux respectifs de 1/1/4, on peut obtenir des blocs d'une résistance de 1,8 MPa après une cuisson de 39 jours.

97. En réponse aux questions posées par les représentants du Nigéria et du Tchad, l'auteur du rapport a expliqué que les matériaux moulés avaient été calcinés dans un four électrique de laboratoire et que du ciment y avait été ajouté dans certains cas. A une teneur en ciment de 10 %, les résultats indiquaient que la résistance mécanique était comparable aux valeurs obtenues pour le mélange chaux - pouzzolane.

c) Gisements, production et situation économique de l'étain (cassitérite) en Ouganda

98. En Ouganda, les gisements de cassitérite sont de type hydrothermique, pegmatite, alluvial et détritique. L'exploitation de l'étain a commencé en 1927 avec une production quotidienne moyenne de 315 kg qui a atteint le niveau record de 1575 kg en 1936. La période 1936 - 1960 a été marquée par une baisse généralisée imputable essentiellement à la pénurie de main-d'oeuvre consécutive à la seconde guerre mondiale et à l'épuisement des gisements facilement exploitables. La situation économique de l'étain a fait l'objet d'une évaluation en tenant compte des autres minéraux produits et exportés par l'Ouganda. Il s'est avéré que, d'une manière générale, la situation s'était détériorée au fil des ans. L'augmentation des cours mondiaux de l'étain au début des années 60 avait coïncidé avec la faible capacité de production de l'Ouganda. Cependant, au cours de cette période d'essor économique de l'étain, l'Ouganda en 14 ans seulement a obtenu plus de 50 % de la totalité des recettes qu'il avait retirées de l'étain durant la période 1927 - 1977. Le document proposait l'évaluation des gisements d'étain afin d'en déterminer la viabilité économique pour des industries nationales à base d'étain.

99. Un représentant du secrétariat de la CEA a demandé si des minéraux rares avaient été trouvés dans les pegmatites. L'auteur a répondu qu'aucune analyse chimique n'avait été effectuée sur ces matières. Toutefois, les travaux futurs ne perdraient pas de vue la possibilité de l'existence de tels minéraux dans les matières expérimentales.

d) Anomalie radiométrique de Kinoni ; progrès réalisés en matière d'exploration géochimique

100. Une anomalie radiométrique avait été découverte à Kinoni Hill, dans le district de Masaka. Les valeurs radiométriques présentant une anomalie étaient étroitement associées à des anomalies des valeurs magnétiques. Les levés géologiques ont permis d'identifier cinq types de roches notamment le gneiss granitique, les schistes, les quartzites, les latérites et les pegmatites. L'étude géochimique n'a pas permis de découvrir une minéralisation du cuivre et du plomb par le sulfure. Il y avait des valeurs anormales dans le cas de la minéralisation par le sulfure de Zn mais celles-ci étaient insignifiantes.

101. Un représentant du centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a posé une question sur l'importance de l'anomalie du Zn par rapport à celle du Pb. L'auteur a répondu qu'aucune anomalie du Pb n'avait été découverte et que celle du Zn était insignifiante.

e) Les potentialités aurifères de l'Ouganda : mise en valeur et contraintes

102. En Ouganda, l'or a été découvert pour la première fois en 1931. La production a atteint le niveau record d'environ 23 000 onces troy en 1938.

103. Trois principaux types de gisements aurifères ont été découverts, à savoir les filons dans les veines de quartz, les placers dans les gravillons des plans d'eau "récents" et l'or sous forme de solution solide dans les sulfures des métaux communs, en particulier les pyrites ferreux.

104. Le développement de l'industrie de l'exploitation de l'or en Ouganda a connu un certain nombre de difficultés au rang desquelles figurent les insuffisances de la politique minière en ce qui concerne les prospecteurs et les acheteurs ; le manque de savoir-faire des mineurs, les troubles politiques au cours des années 70 et un nombre limité de chefs d'entreprises minières.

f) Rôle des laboratoires centraux du département des levés géologiques et des mines d'Ouganda en matière d'exploration minière et d'autres services

105. Le document a décrit le rôle joué par les laboratoires centraux du département des levés géologiques et des mines, qui fournissait une assistance aux géologues, prospecteurs, petits exploitants miniers, départements et services du gouvernement ainsi qu'aux autres organismes parapublics dans leurs différents domaines d'activités. Cette assistance portait sur :

- a) l'exploration minière,
- b) les études de faisabilité visant à évaluer les gisements,
- c) le contrôle de la qualité des matières premières et produits industriels,
- d) l'identification des types de roches, de minéraux et de minerais,
- e) le classement des minerais,
- f) l'analyse complète des matières premières industrielles (par exemple le sable, le calcaire, le minerai de fer, etc.),
- g) la séparation et le classement des minerais,
- h) l'analyse des sédiments et les boues de sondage.

106. Les problèmes auxquels les laboratoires sont actuellement confrontés se présentent comme suit :

- a) pénurie de main-d'oeuvre suffisamment formée telle que les pétrologues et les géochimistes, etc.,
- b) manque d'un équipement moderne étant donné que le matériel existant est vétuste ou ne dispose pas des accessoires nécessaires. Des mesures avaient été proposées pour remédier à la situation ainsi que pour former davantage de personnel et acquérir un nouvel équipement.

107. A la fin des communications présentées par l'Ouganda, la Conférence a pris acte du travail excellent réalisé par les chercheurs ougandais et proposé que ceux-ci cherchent également à définir des projets qui pourraient déboucher sur une production immédiate et ceux qui pourraient contribuer à une meilleure connaissance des réserves et à un accroissement des investissements dans le domaine minier.

108. Le représentant de la Commission pour la carte géologique du monde et Coordonnateur général pour la carte internationale à l'échelle 1/500 000 des gisements de minéral de l'Afrique a d'abord rappelé les objectifs et la structure de la Commission puis a informé les participants que le projet relatif à l'établissement de la carte avait été présenté à la première Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique tenue à Arusha en 1981. Il a rappelé les méthodes de travail de la Commission et indiqué les progrès réalisés dans l'exécution du projet ainsi que les difficultés rencontrées et qu'il reste à résoudre.

109. Au cours des débats qui ont suivi, des questions ont été posées quant à la composition de la Commission, au délai fixé pour la réalisation des cartes, aux modalités de coopération entre la Commission et les pays africains en ce qui concerne l'établissement de la carte et à l'utilisation des informations relatives aux ressources minérales marines et des données obtenues par satellite.

Contributions d'organisations internationales et d'observateurs

110. Dans sa déclaration, le représentant de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a fait la synthèse des activités entreprises actuellement par son organisation dans le domaine des minéraux et des métaux, et en particulier dans les domaines intéressant la réunion. Le secrétariat de la CNUCED avait initié un grand nombre de projets de recherche sur le rôle du secteur minéral dans le processus de développement des pays en développement. Les travaux de recherche seront effectués au niveau de chaque pays en développement et porteront essentiellement sur les interactions entre l'activité économique du secteur minéral et les activités dans les autres secteurs de l'économie et sur leurs effets. L'identification des domaines nécessitant une action multilatérale ou régionale et les différentes formes de soutien que la communauté internationale pourrait apporter au niveau national en constituent le principal objectif.

111. En ce qui concerne les activités en cours de la CNUCED relatives à des minéraux et métaux spécifiques, il a informé les participants qu'une conférence des Nations Unies sur le cuivre se tiendrait dans le courant du mois de Juin 1988 sous l'égide de la CNUCED. Une conférence similaire se tiendra plus tard dans l'année. En outre, la CNUCED continuerait à fournir des services spécialisés au Comité sur le tungstène et au Groupe intergouvernemental d'experts sur le minéral de fer. A la suite des résultats obtenus à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, des consultations avaient eu lieu sur un certain nombre de produits de base, notamment la bauxite, le manganèse et les phosphates, et des efforts étaient faits en vue d'atteindre les objectifs fixés en matière de diversification, de traitement, de commercialisation et de distribution.

112. Il a également mentionné un autre projet élaboré en collaboration avec la CEA visant à aider les Etats membres dans l'élaboration, l'amélioration (y compris la réorientation, le cas échéant) et la mise en oeuvre des programmes et politiques relatifs aux produits de base. Le projet prenait également en compte les besoins de perfectionnement du personnel africain et d'amélioration de la capacité des institutions à traiter et utiliser les informations économiques et techniques. Il a indiqué que la CNUCED souhaiterait vivement connaître les domaines dans lesquels les pays africains souhaiteraient participer au programme de coopération technique offert par le projet.

113. Le représentant du Bureau des Nations Unies pour les affaires de l'océan et le droit de la mer a fait état des préoccupations des Etats africains producteurs de matières minérales quant aux effets de l'exploitation future des fonds marins sur leurs recettes d'exploitation. La Convention des Nations Unies sur le droit de la mer qui est un traité général couvrant tous les aspects des questions maritimes, adoptée en 1982, contenait des dispositions relatives au régime régissant la zone internationale des fonds marins et océaniques au-delà des juridictions nationales et les ressources qu'elle recèle. Etant donné que cette zone et ses ressources ont été considérées comme faisant partie du patrimoine commun de l'humanité, l'un des points essentiels de l'élaboration des dispositions de la Convention a été de réaliser un équilibre entre la mise en valeur des minéraux des fonds marins, les bénéfices devant être partagés par les pays en développement, entre autres choses, et la protection des pays en développement producteurs terrestres sur lesquels l'exploitation future des fonds marins pourrait avoir une incidence négative. La Convention comportait,

un certain nombre de dispositions visant à protéger les pays en développement producteurs terrestres grâce par exemple à la formule de la limitation de la production, à la promotion des accords sur les produits de base, à la lutte contre les pratiques économiques injustes en matière d'exploitation des fonds marins, etc.. Une commission spéciale de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international pour le droit de la mer étudiait les problèmes auxquels ces pays pourraient être confrontés du fait de l'exploitation future des fonds marins afin de recommander les mesures correctives appropriées. Cette commission spéciale a réalisé un travail considérable au cours de ses neuf dernières sessions. Le représentant a informé la réunion que des discussions sérieuses étaient en cours afin de prendre des mesures correctives, notamment des mesures d'ajustement économique ou de compensation, qui seraient adoptées par l'Autorité internationale des fonds marins.

114. Le représentant du centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales a exposé le programme d'assistance technique du centre qui, selon lui, répondait aux nombreuses demandes de services consultatifs tant sur le plan juridique que financier concernant des projets spécifiques d'investissement dans le secteur minier. Il a indiqué qu'il existait de nombreux domaines spécifiques où les activités du Centre pourraient compléter celles du secrétariat de la CEA. Au rang de ces domaines figuraient les études de cas couvrant les aspects juridiques et matériels de l'exploitation de l'or comme en témoignent des exemples de pays en développement tels que la Papuasie-Nouvelle Guinée. Il a ajouté pour conclure que le Centre n'envisageait pas une participation importante dans le domaine général de l'exploitation minière à petite échelle, étant donné que, d'une manière générale, les sociétés transnationales ne participaient pas à de telles opérations.

115. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a indiqué que son organisation jouait un rôle dans la formation de la main-d'oeuvre (géologues, ingénieurs des mines, etc.) grâce à des cours de géologie minière élaborés par NORAD, à des études géologiques des formations précambriennes et à l'octroi de bourses en vue de la participation aux ateliers et séminaires dans le domaine des sciences de la terre.

116. Le représentant de Radiator and Tinning (Pvt) Ltd. de Bulawayo (Zimbabwe) a informé la réunion que les installations de fabrication de cuivre et de métaux non ferreux, les laminoirs et les presses ne fonctionnaient qu'entre 20 et 25 % de leur capacité par manque de zinc utilisé pour la fabrication du laiton, des feuilles et des barres. Il a souligné le manque de pièces de rechange nécessaires pour maintenir les usines continuellement en activité. Les intérêts privés au Zimbabwe s'efforçaient de promouvoir le commerce intra-africain des minéraux et métaux communs en approvisionnant les industries des métaux par l'intermédiaire des structures de la Chambre de compensation de la ZEP. Des mécanismes plus efficaces à ce niveau permettraient d'améliorer le rendement de l'industrie des métaux dans la sous-région. Il a indiqué qu'il était nécessaire de libéraliser le contrôle des changes pour permettre l'achat des métaux au sein de la ZEP et ce, afin d'augmenter la production et les exploitations de produits finis aussi bien vers les pays voisins que sur le marché international.

117. Au cours des discussions qui ont suivi, le représentant de Radiator and Tinning (Pvt) Ltd. a expliqué que c'étaient plutôt les problèmes d'octroi de licence qui influaient sur la compétitivité et non le coût des matières premières. Concernant l'augmentation de la consommation de cuivre, d'aluminium et des alliages métalliques, il a indiqué que le dynamisme du secteur du bâtiment et la prospérité accrue de la population offraient des possibilités d'augmentation de la consommation intérieure dans la région. Dans le domaine des techniques de fabrication, on pensait que la tendance à mettre au point des techniques de pointe en matière de production offrait des possibilités limitées de création d'emplois et rendait nécessaire un recours à des compétences extérieures pour l'entretien et l'exploitation.

Ordre du jour de la session ministérielle de la troisième Conférence régionale
(point 12 de l'ordre du jour)

118. L'ordre du jour provisoire suivant a été adopté pour la session ministérielle de la troisième Conférence régionale.

1. Ouverture de la réunion.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.

4. Déclarations des délégations.
5. Examen du rapport du Comité technique préparatoire et des recommandations.
6. Questions diverses.
7. Adoption du rapport et des recommandations de la troisième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.
8. Date et lieu de la prochaine Conférence régionale.
9. Clôture de la Conférence.

Adoption du rapport du Comité préparatoire technique (point 13 de l'ordre du jour)

119. Le rapport du Comité préparatoire technique a été adopté après amendements.

Clôture de la réunion (point 14 de l'ordre du jour)

120. Après les échanges de courtoisies, le Président a déclaré la réunion close.

ANNEXE II

ANNEXE II

PROGRAMME D'ACTION DE KAMPALA CONCERNANT LA MISE EN VALEUR ET L'UTILISATION DES RESSOURCES MINÉRALES EN AFRIQUE

Préambule

La Conférence des ministres responsables de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales en Afrique, réunis à Kampala (République d'Ouganda) du 13 au 15 Juin 1988, rappelant que les conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, ont pour objectifs de promouvoir la coopération entre les pays de la région dans le domaine de la mise en valeur des ressources et ayant passé en revue :

a) Les progrès réalisés en ce qui concerne l'application des recommandations des deux conférences régionales précédentes (1981 et 1985) sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique, y compris les rapports sur les activités effectuées dans les divers Etats membres par les centres sous-régionaux et les organisations internationales en fonction de l'évolution du secteur minier ;

b) Le rapport sur les politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales en Afrique et leurs effets sur la coopération interafricaine dans le domaine des ressources minérales y compris les rapports des Etats membres décrivant leurs politiques de mise en valeur des ressources minérales et soulignant les aspects desdites politiques favorisant ou tendant à freiner la coopération intra-africaine dans le secteur minéral et contenant des propositions sur la façon dont ces politiques pourraient être améliorées en vue du renforcement de la coopération recherchée entre Etats membres dans le secteur des matières minérales ;

c) Le rapport sur la possibilité de créer des associations africaines s'occupant de minéraux ou groupes de minéraux particuliers ;

d) Les rapports sur l'étude régionale des installations de fabrication de cuivre et d'aluminium ainsi que des possibilités de fabrication et de commerce dans la région de produits à base de cuivre et d'aluminium ;

e) Le rapport sur la possibilité de créer au sein de la Banque africaine de développement un mécanisme spécial pour le financement de projets de mise en valeur des ressources minérales en Afrique ;

f) Les rapports sur l'évolution du secteur des matières minérales en Afrique au cours de la période 1985 - 1987 et sur les perspectives jusqu'au-delà de 1990 ;

g) L'allocution d'ouverture de S. E. Monsieur Yoweri Kagame Museveni, Président de la République de l'Ouganda ;

a arrêté des conclusions et formulé les recommandations suivantes en vue de leur application par les Etats membres, les institutions sous-régionales et régionales et les organisations internationales.

Conclusions et recommandations

1. La Conférence des ministres note qu'il importe de disposer d'un mécanisme efficace pour suivre l'application des recommandations des conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique. Les ministres notent que dans le Programme d'action de Lusaka, la tâche de suivre l'application des recommandations concernant la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique était confiée aux institutions sous-régionales et régionales concernées. Les institutions régionales et sous-régionales existantes sont : la Commission économique pour l'Afrique (CEA), l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique centrale, le Centre pour la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO), la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC) ; la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL) ; la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; la Zone d'échanges préférentiels pour les Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC). La Conférence des ministres prie par conséquent le Secrétaire exécutif de la CEA et l'OUA d'exhorter les chefs de secrétariat des institutions régionales et sous-régionales d'entreprendre les actions recommandées dans le Programme d'action de Lusaka et de rendre compte à la session ministérielle de la quatrième Conférence régionale.

2. La Conférence des ministres note que la mise en valeur des ressources minérales en Afrique aurait un impact maximal là où existent en amont et en aval des industries régionales utilisant la production de matières minérales. Les ministres recommandent donc que les Etats membres, individuellement ou dans le cadre des groupements économiques sous-régionaux déjà créés, ou dans celui des arrangements actuels à l'intérieur des sous-régions, prennent toutes les mesures appropriées pour disposer des moyens nécessaires (technologie et capitaux) à la mise en valeur des ressources minérales au mieux des intérêts du continent africain.

3. Bien que dans le plan d'action de Lagos les Etats africains soient invités à créer des institutions régionales et sous-régionales de promotion de la coopération intra-africaine en vue d'un développement socio-économique autonome et auto-entretenu en général et du développement du secteur minier en particulier, la Conférence des ministres note avec regret a) que tous les Etats membres n'ont pas adhéré aux centres sous-régionaux pour la mise en valeur des ressources minérales déjà créés, ce qui a ralenti l'essor de ces institutions et b) que certaines sous-régions ne disposent pas de centre pour la mise en valeur des ressources minérales comme le demande le Plan d'action de Lagos et elle recommande, à cet effet, que :

- i) les Etats membres qui n'ont pas encore adhéré à leur centre sous-régional envisagent de le faire dans les meilleurs délais. A cet égard, la Conférence demande au Secrétaire exécutif de la CEA de saisir les chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA sur cette question ;
- ii) des mesures soient prises en vue de mener des études approfondies sur les possibilités de créer des centres similaires dans les sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord.

4. En ce qui concerne la possibilité de créer des associations africaines s'occupant de minéraux ou de groupes de minéraux particuliers, la Conférence des ministres note que la formation de telles associations est prématurée au stade actuel. Pour le moment, la Conférence des ministres préconise une plus

grande interaction entre Etats membres, producteurs africains de matières premières minérales et de produits à base de minéraux sous l'égide d'institutions régionales et sous-régionales compétentes en vue d'une plus grande contribution de l'industrie des matières minérales au progrès socio-économique de la région africaine.

5. Consciente de la nécessité d'une reformulation et d'une harmonisation des politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales, la Conférence prie instamment les Etats membres d'évaluer leurs politiques et pratiques en vigueur, d'échanger des informations et des expériences entre eux et avec les institutions compétentes tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, entre autres mesures indispensables, afin d'élaborer des politiques nationales de mise en valeur des ressources minérales propres à promouvoir et à assurer la coopération entre les Etats membres dans le domaine de la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales. Ces mesures permettront de promouvoir des projets communs de mise en valeur des ressources minérales aux niveaux sous-régional et régional, d'accroître le commerce intra-africain des produits de l'industrie minière et d'augmenter la consommation de ces produits par les pays de la région.

6. Les ministres notent que l'exploitation à petite échelle des pierres précieuses et semi-précieuses est devenue une activité en expansion dans de nombreux pays africains et qu'elle est confrontée à plusieurs difficultés notamment le commerce illégal qui prive les gouvernements de recettes en devises substantielles. Les ministres recommandent que la CEA, en collaboration avec les institutions sous-régionales, organise des séminaires ayant pour objet d'examiner :

a) Toutes les possibilités qui existent en Afrique pour le développement de l'exploitation à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux ;

b) La situation actuelle en ce qui concerne l'extraction à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux, qu'elle soit légale ou illégale ;

c) Les régimes juridiques et fiscaux régissant l'exploitation à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux dans divers pays africains ;

et recommande, à la suite de cet examen une stratégie pour un développement dynamique de l'exploitation à petite échelle des minéraux précieux et semi-précieux. Les recommandations devraient porter sur les aspects juridiques, fiscaux et technologiques.

7. Concernant l'étude régionale sur le cuivre et l'aluminium, les ministres prennent note des rapports préliminaires et recommandent que se tiennent des consultations régulières entre gouvernements, avec la participation des producteurs de bauxite, des fabricants et des consommateurs d'aluminium et de cuivre sous les auspices des institutions sous-régionales et régionales existantes pour définir les perspectives en ce qui concerne l'intensification de la fabrication et du commerce intra-africain de produits à base de cuivre et d'aluminium. Les ministres prient en outre la CEA de mener, en collaboration avec d'autres organismes compétents des Nations Unies, des institutions sous-régionales existantes, des Etats membres, une étude détaillée sur le sujet, avec la participation des fabricants et des consommateurs en vue de son examen lors de la quatrième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.

8. Compte tenu de l'importance des minéraux pour le développement des économies africaines et de la particularité des projets de mise en valeur des ressources minérales, les ministres recommandent que la BAD crée, comme elle l'a fait pour l'agriculture, un mécanisme pour le financement de nouveaux projets de mise en valeur des ressources minérales ainsi que la remise en service des installations de production existantes. Les ministres prient en outre la CEA de se mettre en rapport avec la BADEA pour déterminer comment la Banque pourrait appuyer des projets de mise en valeur des ressources minérales dans la région.

9. Les ministres notent qu'il importe de développer et de moderniser d'urgence l'agriculture en Afrique. L'industrie minière et en particulier la production d'engrais phosphatés et potassiques et d'agro-métaux constituent

un apport essentiel pour ce secteur. Certains pays africains disposent de gisements reconnus et évalués de phosphates et de potasse. Les ministres prient la CEA de promouvoir, en collaboration avec les organisations régionales et sous-régionales, la mise en valeur de ces gisements et de procéder à la recherche sur le soufre en Afrique afin de stimuler la production agricole.

10. Les ministres notent que l'exploitation minière des fonds marins constituerait une source possible de nickel, de cuivre, de manganèse, de cobalt et d'autres minéraux produits également dans des exploitations minières terrestres. Etant donné que l'exploitation des minéraux des fonds marins internationaux pourrait probablement avoir une incidence négative sur les économies des pays en développement producteurs terrestres de ces mêmes ressources minérales et le principe selon lequel l'exploitation des ressources minérales des fonds marins internationaux devrait profiter financièrement à l'humanité tout entière, il est souligné que les pays en développement participant aux négociations en cours de la Commission préparatoire de l'Autorité internationale des fonds marins et du Tribunal international pour le droit de la mer devraient insister sur :

a) Le respect du concept fondamental du partage équitable des avantages financiers provenant de l'exploitation commerciale du patrimoine commun ;

b) L'élaboration des modalités de paiement d'une compensation financière ou la mise en place d'autres moyens de compensation, notamment des systèmes du patrimoine commun de l'humanité sur les économies des Etats en développement producteurs terrestres. A cet égard :

c) Les ministres prennent note des travaux effectués par le Bureau de l'ONU pour les affaires de l'Océan et le droit de la mer (UN/OALOS) dans le domaine des minéraux des fonds marins et pour le service de la Commission préparatoire et recommandent que la CEA et le Bureau continuent de coopérer pour aider les Etats membres à atteindre les objectifs susmentionnés.

11. Les ministres demandent aux institutions spécialisées des Nations Unies et aux autres organisations internationales d'aider les Etats membres, les institutions sous-régionales et régionales à appliquer le Plan de Kampala pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique.
12. Afin d'assurer un suivi efficace des recommandations de la Conférence régionale et afin que les instruments pour l'exécution de la politique nationale de développement soient associés aux recommandations et en deviennent un élément, les futures conférences régionales sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique devraient comprendre, en plus des représentants des gouvernements, des participants en provenance des industries, des universités et des groupes de travailleurs.
13. Pour faire en sorte que les recommandations des conférences régionales soient appliquées d'une façon intégrée permettant d'intégrer les politiques de mise en valeur des ressources minérales dans le développement et la planification au niveau global et qu'il soit tenu compte des perspectives sous-régionales, les recommandations devraient être diffusées efficacement au niveau national dans les institutions, ministères et industries et aux niveaux sous-régional et régional dans tous les groupements économiques et institutions sous-régionaux et régionaux.
14. Les investissements africains et étrangers devraient encourager la formation d'industries et de sociétés multinationales africaines minières et utilisant des ressources minérales, dans lesquelles ils investiraient pour réduire la forte domination des sociétés étrangères dans le secteur et permettre aux pays africains d'exercer leur souveraineté sur leurs ressources minérales.
15. Le développement du secteur des ressources minérales en Afrique nécessitera toujours une coopération entre les pays africains aux niveaux sous-régional et régional. Cette coopération permettrait d'accroître le commerce intra-africain de matières premières minérales, de produits semi-finis et finis dérivés de matières minérales et nécessitera l'établissement de liaisons de transport entre les Etats.

ANNEXE III

ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE YOWERI KAGUTA MUSEVENI,
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE D'UGANDA ET
PRESIDENT DU MOUVEMENT NATIONAL DE RESISTANCE
A LA SESSION MINISTERIELLE DE LA TROISIEME
CONFERENCE REGIONALE SUR LA MISE EN VALEUR
ET L'UTILISATION DES RESSOURCES
MINERALES EN AFRIQUE

Kampala (Ouganda), 13 Juin 1988

Monsieur le Président,
Honorables ministres,
Le Secrétaire exécutif adjoint de la
Commission économique pour l'Afrique,
Distingués invités,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi-même, le Gouvernement, le Mouvement national de résistance et le peuple de ce pays de vous souhaiter la bienvenue à tous en Ouganda. Je suis sûr que les modestes installations que nous avons mises à la disposition de votre Conférence ont été estimées satisfaisantes pour le déroulement des travaux importants que vous avez à entreprendre.

J'ai appris que les techniciens et les ministres responsables de la mise en valeur des ressources minérales en Afrique se réunissent régulièrement, sous les auspices de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) pour déterminer les moyens de promouvoir et de développer la coopération entre nos pays dans le domaine de la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales. J'ai appris aussi que la première Conférence de ce genre a été organisée à Arusha (République-Unie de Tanzanie) en 1981 et la deuxième à Lusaka (Zambie) en 1985. Notre pays s'honore d'avoir été choisi pour accueillir la troisième Conférence, bien que les ressources minérales de la République d'Ouganda ne soient probablement pas aussi abondantes ou aussi développées que celles de la République-Unie de Tanzanie ou de la République de Zambie. Le fait que vous teniez la présente Conférence ici à Kampala sera très utile à notre pays dans la mesure où un grand nombre de nos techniciens et responsables s'inspireront des diverses expériences précieuses que vous avez accumulées, ce qui nous permettra d'intensifier nos efforts dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation de nos ressources minérales.

Monsieur le Président,

Le continent africain est doté de diverses ressources minérales abondantes parmi lesquelles la bauxite, le chrome, le charbon, le cobalt, le cuivre, les diamants, les matières premières pour la fabrication d'engrais (phosphates

et potasse), l'or, des matières premières pour l'industrie et le bâtiment, le minéral de fer, le plomb, le sel et des matières premières chimiques, des gemmes, des pierres précieuses et semi-précieuses, l'étain, le tungstène, le zinc, etc.. J'hésite à dresser ici une liste exhaustive de toutes les ressources minérales, à faire leur répartition géographique ou à estimer les réserves, non seulement parce que je m'adresse à des spécialistes mais aussi parce que je sais que d'immenses étendues de notre continent n'ont pas été explorées de façon systématique.

Durant l'ère coloniale, nos ressources minérales étaient mises en valeur à l'initiative d'entreprises étrangères, appliquant leurs propres critères, dans le but essentiel d'approvisionner en matières premières des industries se trouvant en dehors de la région africaine. Seules n'étaient exploitées que les ressources minérales ayant un intérêt pour les entrepreneurs étrangers. Les ressources minérales mises en valeur n'étaient transformées sur place en Afrique qu'en fonction des besoins des industries dans les pays consommateurs, sans qu'il soit tenu pleinement compte de la production de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement en Afrique et pour l'Afrique. Ce système de mise en valeur des ressources minérales a eu pour principal effet d'étouffer les initiatives locales visant à mettre en valeur les ressources minérales en vue de la consommation locale. C'est ainsi que les nouveaux exploitants étrangers de ressources minérales ont pris la place des métallurgistes et des artisans autochtones qui travaillaient l'or, le cuivre et le fer pour produire des ouvrages en métal. Les ressources minérales du continent qui ne revêtaient aucun intérêt pour les exploitants étrangers mais qui auraient pu être utilisées au niveau local n'ont pas du tout été mises en valeur ou n'ont été exploitées que de façon très inadéquate. Par exemple, les minerais industriels et les matériaux de construction à faible valeur et encombrants, tels que les argiles, les pierres de construction, etc. mais essentiel pour la mise sur pied de l'infrastructure matérielle, ont bénéficié d'un rang de priorité très faible. Par ailleurs, il s'est instauré une culture tributaire de simples outils métalliques importés, précédemment fabriqués sur place, tels que les houes et d'autres articles ménagers. En conséquence, la mise en valeur des ressources minérales de l'Afrique durant l'ère coloniale n'a contribué que très peu au progrès économique de notre continent.

Monsieur le Président,

Il y a bientôt 20 ans que la plupart de nos pays ont obtenu leur indépendance politique. A la veille de cette indépendance, un grand nombre de nos pays ont exercé leur droit de souveraineté sur les ressources minérales se trouvant dans leur sol. Il s'agissait là d'une action rapide et courageuse dans la bonne voie, ce qui a suscité chez nos populations l'espoir d'une vie meilleure résultant de la prise en main de nos économies par nous-mêmes. Toutefois, à mesure que les années passaient et bien que certains de nos pays aient acquis des parts dans les exploitations minières et aient été de plus en plus associés à la gestion des activités de mise en valeur des ressources minérales, il nous reste encore à assurer une souveraineté effective sur nos ressources minérales.

Les facteurs dont nos industries minières ont besoin à savoir, les machines, l'équipement, les produits chimiques, les pièces de rechange et les services techniques continuent de provenir de l'extérieur. En raison de la baisse continue des cours de nos produits d'exportation et de la hausse incessante des coûts d'importation des biens d'équipement et des services, nous trouvons de plus en plus difficile d'importer ces matières premières et ces services. Les importations de matières premières et de services constituent par conséquent une fuite de devises qui affecte nos économies. Par ailleurs, ces facteurs importés nous font perdre des moyens d'assurer le développement industriel et la croissance en Afrique.

Il est donc clair que nous n'avons pas accompli de progrès suffisants pour ce qui est de transformer nos matières premières minérales en biens de consommation, en biens intermédiaires et en biens d'équipement. Il en est résulté que nos économies continuent d'être pénalisées du fait de la perte d'avantages considérables sur le plan de la valeur ajoutée. Les industries nationales et régionales qui auraient permis d'assurer la transformation des matières premières ainsi que les industries de fabrication des biens d'équipement ont été empêchées de se développer et de croître. Par ailleurs, les économies des pays africains n'ont pas bénéficié de biens de consommation, de biens intermédiaires et de biens d'équipement qui auraient pu être utilisés

dans d'autres secteurs. Pareillement, nos pays n'ont pas eu l'occasion d'accroître les possibilités d'emploi et d'acquisition de connaissance. Ainsi la situation actuelle de l'industrie minière en Afrique, eu égard à sa contribution au développement de la région, est en fait très peu satisfaisante.

Considérez le fait par exemple que partout au monde c'est la sidérurgie qui est l'industrie minière la plus fondamentale. La plupart des machines, de l'équipement, des outils et des composants sont faits de fer et d'acier. Ces produits sont utilisés dans de nombreuses autres industries et secteurs, tels que les machines et l'équipement miniers, les usines de transformation des minerais et les usines métallurgiques. D'autres industries, telles que le bâtiment et la construction, le transport, la distribution de l'eau, etc. utilisent toutes des produits de la sidérurgie. C'est ainsi que dans un pays qui ne produit pas d'acier et ne dispose pas de fonds pour importer les produits en acier, il ne peut y avoir d'activité dans les industries citées plus haut. Le fonctionnement harmonieux de ces industries aurait stimulé d'autres activités dans le pays ; par exemple les possibilités d'emploi et l'acquisition des compétences auraient fait un bon de géant. Par conséquent, le fait qu'il n'existe pas une industrie sidérurgique intégrée dans la plupart de nos pays nous offre une occasion idéale pour la coopération.

Ici en Ouganda, nous avons un gisement de minerai de fer qui, actuellement, fait l'objet d'une étude visant à déterminer la quantité et la qualité des réserves. A cet égard, nous accueillerons favorablement les propositions qui pourraient déboucher sur la création d'une industrie sous-régionale ou régionale intégrée de l'acier. D'un autre côté, puisque l'Ouganda n'a pas identifié de ressources en charbon sur son sol, nous accueillerons favorablement des propositions en vue de notre participation à une industrie de mise en valeur du charbon dans la sous-région.

Il y a un autre groupe de matières minérales importantes pour le développement et pour lesquelles une coopération est nécessaire ; il s'agit des matières premières pour la fabrication des engrais tels que les phosphates

et la potasse. Ces matières minérales sont essentielles pour le développement agricole notamment. En raison des pénuries alimentaires dans la région et de l'accroissement démographique supérieur à l'augmentation de la production alimentaire dans de nombreuses régions, l'utilisation accrue des engrais devient inéluctable. L'Ouganda compte un important gisement de phosphates (200 millions de tonnes de réserves prouvées) et des mesures sont actuellement prises pour mettre en valeur ces gisements dans le cadre de la ZEP.

Prenons le cas du cuivre et de l'aluminium. Il s'agit de métaux importants pour des secteurs tels que les programmes d'électrification, l'industrie de la construction, l'industrie du transport et les biens de consommation. En ce qui concerne l'aluminium, il n'y a pas de production de métal primaire en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Cependant, la sous-région dispose d'un potentiel énergétique considérable pour la transformation de l'alumine en aluminium. Certainement il importe d'intensifier la prospection des gisements d'alumine (bauxite) dans la sous-région. Parallèlement, nous pourrions envisager d'importer de la bauxite ou de l'alumine (oxyde d'aluminium) d'Afrique de l'Ouest. Cette alumine pourrait être transformée, vu les sources d'énergie abondantes (charbon et électricité) disponibles en Afrique de l'Est et en Afrique australe, en aluminium pour répondre aux besoins de nos populations. Ceci à mon avis constituerait un autre domaine de coopération.

Le cuivre est un autre métal important qui mérite qu'on s'y arrête. Ce métal est produit essentiellement dans la sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe et dans celle de l'Afrique centrale. Cependant, certains de nos pays continuent d'importer des produits en cuivre alors qu'il existe un nombre assez important de fabricants de cuivre sur le continent. Des consultations entre gouvernements et fabricants devraient nous permettre de déterminer des moyens de fabriquer davantage de produits dérivés du cuivre. Par ailleurs, des arrangements en matière de coopération pourraient même être définis à la suite des consultations envisagées : par exemple, certains pays de l'Afrique de l'Ouest pourraient obtenir le cuivre et des produits dérivés du cuivre d'Etats de l'Afrique de l'Est ou de l'Afrique centrale.

Nos pays pourraient en outre coopérer en utilisant en commun les installations existantes de traitement des matières minérales ou en créant de nouvelles. Par exemple, ici en Ouganda, nous produisons du cuivre ampoulé (pur à près de 99,46 %) pour l'exportation. Cependant, notre propre usine de fabrication de cuivre importait du cuivre pur (99,98 %) pour la fabrication. Il s'agit là d'un type d'opération inutile qui ponctionne nos maigres ressources en devises. Nous devrions par contre coopérer avec d'autres pays de notre région, tels que le Zimbabwe et la Zambie qui ont les moyens technologiques nécessaires pour purifier notre cuivre. Cet arrangement réduirait en outre les investissements nécessaires dans la région.

Monsieur le Président,

Il est clair pour moi que la mise en valeur de nos ressources minérales aura un impact maximal sur le progrès économique et social de nos peuples lorsqu'on se tournera de plus en plus vers notre région pour satisfaire les besoins de nos industries minières. Par ailleurs, la production de nos industries minières doit de plus en plus être transformée en biens de consommation, en biens intermédiaires et en biens d'équipement sur le continent-même et en vue de la consommation par nos pays. En outre, les modes de dépenses de nos pays doivent se fonder sur des biens et services produits par les économies régionales. Cette stratégie de mise en valeur des ressources minérales résumerait et matérialiserait l'esprit du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos adoptés par les chefs d'Etat africains et de gouvernement en 1980 ainsi que le Programme de redressement du secteur minier en Afrique conformément aux principes énoncés dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique.

Monsieur le Président,

A ce point je tiens à recommander vivement que l'exploitation des matières minérales soit liée aux objectifs du développement national. Les matières minérales sont épuisables et à la différence des produits agricoles, ne sont pas renouvelables. On devait se rappeler que l'agriculture est le

pétrole éternel ou toute autre matière minérale avec laquelle vous voudriez la comparer - à condition que l'environnement ne soit pas dégradé. Par conséquent, nous voudrions ramener à ses exactes proportions l'engouement actuel à propos du pétrole et d'autres matières minérales qui, parfois, détourne l'attention des populations de cette ressource extérieure. Donc, à mon avis, les matières minérales devraient être utilisées pour des raisons stratégiques et non simplement pour acquérir des devises que nous utilisons pour acheter des biens de consommation comme la pâte dentifrice, les parfums, les perruques et même les voitures de luxe. Agir ainsi c'est se comporter comme les chefs africains qui, par le passé, donnaient des esclaves et des matières minérales contre des perles, des babioles, etc.. Les matières minérales doivent donc, à mon avis, être utilisées pour acheter des machines ou pour transférer la technologie vers nos pays. Utiliser les matières minérales pour acquérir les machines et la technologie peut se justifier historiquement car la technologie est une ressource durable qui peut servir les générations futures.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que les pays développés qui importent nos matières minérales ont, pendant des années, constitué des réserves stratégiques pour les générations futures. Par conséquent, extraire des matières minérales du sol et ne pas les utiliser pour acquérir une ressource durable, comme la technologie, c'est condamner la postérité à la pauvreté, ce que nous n'avons pas moralement le droit de faire. Les générations futures devraient hériter de nous des réseaux de transport, des entreprises industrielles, des centrales électriques et des réseaux de distribution ainsi que d'autres infrastructures construites grâce à nos matières minérales et non des villes fantômes que deviendraient nos régions minières actuelles ; et par dessus tout, nous devons léguer à nos enfants la technologie qui leur permettra d'exploiter d'autres ressources naturelles même lorsque les ressources connues actuellement dans le sous-sol seront épuisées.

Monsieur le Président,

La stratégie que j'ai définie pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique peut être opérante malgré les faiblesses apparentes des divers Etats membres. Comme le dit l'adage, nous serons forts si nous sommes unis. Individuellement, nous pourrions ne pas disposer de tous les facteurs de production nécessaires pour la mise en valeur de nos ressources minérales de la façon que j'ai suggérée. Collectivement, nous pourrions, grâce à l'utilisation de nos ressources complémentaires, à la mise en commun de nos maigres ressources d'investissement, à la création d'entreprises africaines multinationales, mettre en place des industries utilisant les minerais et promouvoir la création de vastes marchés pour les produits et les services liés aux matières minérales dans la région africaine.

Il est très encourageant pour moi de constater que nos sous-groupements économiques sous-régionaux tels que la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Zone d'échange préférentiels des Etats de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP) et la Conférence pour la coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) ont des programmes pour la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales et que la CEA réunit régulièrement tous les pays africains en vue de promouvoir la coopération en matière de mise en valeur et d'utilisation des ressources minérales au niveau régional. J'ai été informé que la présente conférence examinera les progrès accomplis en ce qui concerne l'application des recommandations des deux conférences régionales précédentes, qu'elle étudiera d'autres aspects importants de la mise en valeur et de l'utilisation des matières minérales en Afrique et qu'elle adoptera d'autres recommandations visant à développer la coopération entre nos pays dans le domaine de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources minérales, recommandations qui seront appliquées par les Etats membres, les institutions sous-régionales et régionales et les organisations internationales.

A ce point précis, je tiens à présenter certains avis qui pourraient contribuer à rendre vos réunions ordinaires plus efficaces. (Je ne veux pas du tout dire que vos conférences précédentes ont été inefficaces !). Mon avis se fonde sur la constatation générale que quelle que soit la valeur des recommandations de vos conférences, celles-ci seront lettre morte pour les populations de la région africaine si elles ne sont pas appliquées promptement.

Pour faciliter l'application de vos recommandations, il serait peut-être utile de diffuser ces recommandations dans les pays aussi largement que possible de façon à ce que les institutions nationales puissent reformuler leurs politiques et méthodes de développement national afin de répondre aux besoins sous-régionaux et régionaux, les investisseurs potentiels (locaux comme étrangers) soient encouragés à investir dans des industries multinationales africaines à base de minerais afin de satisfaire les demandes des pays coopérateurs et d'autres, le commerce intra-africain de matières premières minérales, de produits semi-finis et finis puisse se développer, les liaisons de transport entre Etats membres soient améliorées en vue de faciliter les échanges entre les pays et que la collaboration au niveau multinational dans des domaines tels que la formation et l'échange de la main-d'oeuvre, la recherche - développement et le partage des expériences relatives à des activités concernant les minerais puissent être développés. A cette fin, je proposerais aussi que pour vos conférences futures, vous encouragiez les représentants compétents de l'industrie, des travailleurs et des universités à y participer de façon à ce que les moyens d'exécution des politiques de développement national fassent partie intégrante des recommandations que vos conférences adopteront.

Monsieur le Président,

J'attends avec impatience de connaître vos recommandations et j'espère que notre gouvernement s'emploiera activement à les appliquer.

Je déclare la conférence ouverte.

Je vous remercie.